



POUR UN CHOC DE COMPÉTITIVITÉ

Par Guillaume ESCALMEL, Analyste au Millénaire



Avant-propos

En février 2024, le département des statistiques et des études de la direction des douanes publie un rapport sur les chiffres des importations et des exportations françaises sur l'année 2023¹.

Si le débat public s'est porté sur les indicateurs d'endettement ou de déficit public, **il est un indicateur particulièrement dans le rouge : le solde commercial**. En effet, il **s'établit à -99,6 milliards d'euros après un niveau record en 2022 (-162,7 milliards d'euros)**. Même si ce résultat est en amélioration, ces chiffres font griefs à la stratégie économique du gouvernement français. Depuis 2017, Emmanuel Macron a fait de la compétitivité de la France un axe majeur de la stratégie économique du gouvernement. L'accent est mis sur la réindustrialisation, l'accélération dans l'innovation et le renforcement des mesures en faveur de l'emploi. Cependant, le redressement du solde commercial se fait attendre. Même si nous avons regagné des parts sur le marché mondial (+0,1% en 2023, soit 2,7% des exportations mondiales²), **notre pays ne retrouve pas le souffle nécessaire pour rétablir sa présence à 5,2% des parts du marché mondial (en 2003)**. Point positif, la France conserve ses champions nationaux dans le classement mondial en 2023. L'étude Kantar Brandz Top100³, nous enseigne qu'une dizaine d'entreprise tricolore se trouve dans le classement des 100 plus grandes entreprises mondiales dont une dans le Top 10 (Louis Vuitton en 8^{ème} marque la plus puissante au monde avec une valorisation à 124,8 milliards de dollars).

¹ Résultats du commerce extérieur de la France pour l'année 2023. (s. d.). Le Portail de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects. <https://www.douane.gouv.fr/actualites/resultats-du-commerce-exterieur-de-la-france-pour-lannee-2023>

² FMI Fond monétaire International. World Economic Outlook GDP, current prices Billions of U.S. dollars. <https://www.imf.org/external/datamapper/NGDPD@WEO/FRA>

³ Les enseignements clés du classement 2023 Kantar BrandZ TOP100. (s. d.). <https://www.kantar.com/fr/inspirations/brand-growth/2023-enseignements-cles-du-classement-2023-kantar-brandz-top100>

Malgré ces quelques signaux positifs, les mauvais résultats français à l'exportation se nourrissent de la perte de compétitivité.

La compétitivité est une notion économique qui mesure l'attractivité d'un pays. Il s'agit de **l'ensemble de la production nationale de biens et de services des entreprises destiné à des acteurs économiques étrangers**. En somme, la compétitivité mesure la capacité d'un pays à exporter.

Cette notion se compose de **la compétitivité « prix » et « hors prix »**.

La compétitivité « prix » dépend des prix des exportations des biens et des services qui varient en fonction de quatre leviers :

- Les coûts de production. Le coût de production est déterminé par le coût du travail (salaires), la productivité générale et le coût du capital (intérêts). La productivité est mesurée en rapportant la quantité produite au nombre d'heures utilisés pour produire le bien ou le service.
- Les coûts de transport. Notamment les droits de douanes et les réglementations à respecter pour entrer sur le marché destinataire.
- La concurrence présente sur le marché destinataire.
- Le taux de change des monnaies nationales entre le pays producteur et destinataire.

La compétitivité « hors prix » relève de la stratégie des entreprises nationales, de la réputation du pays à produire des biens et services de qualité. Les stratégies adoptées par les acteurs économiques dépendent de l'environnement fiscal, social, juridique et politique de l'Etat producteur.

La présente note a pour objectif de dresser **un état de la compétitivité française actuelle** sur la base des différents sondages, rapports et études produits au cours de ces dernières années, **d'effectuer des constats, d'analyser les causes et de proposer des solutions** pour redresser la compétitivité de l'économie française dans le monde et en particulier dans la zone euro.

L'ETAT DES ECHANGES COMMERCIAUX DE LA FRANCE.....	5
DEFICIT COMMERCIAL : TROP D'IMPORTATIONS ?.....	5
DES EXPORTATIONS TRICOLORES DYNAMIQUES MAIS INSUFFISANTES	12
UNE CRISE STRUCTURELLE DE LA COMPETITIVITE.....	25
L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE FRANÇAIS	26
L'ATTRACTIVITE : LA MARQUE « FRANCE » EN DIFFICULTE	32
LES ACTIONS POSSIBLES POUR REDEVENIR COMPETITIF.....	33
DES PREMIERES INITIATIVES A ENCOURAGER.....	33
LE PACTE DE RESPONSABILITE ET DE SOLIDARITE	33
LA LOI « COMPETITIVITE DE LA « FERME FRANCE »	35
LE RAPPORT DRAGHI	37
POUR UN CHOC DE COMPETITIVITE... ..	42
...PERMETTANT DE RESORBER LES FRACTURES TERRITORIALES	46
CONCLUSION	47

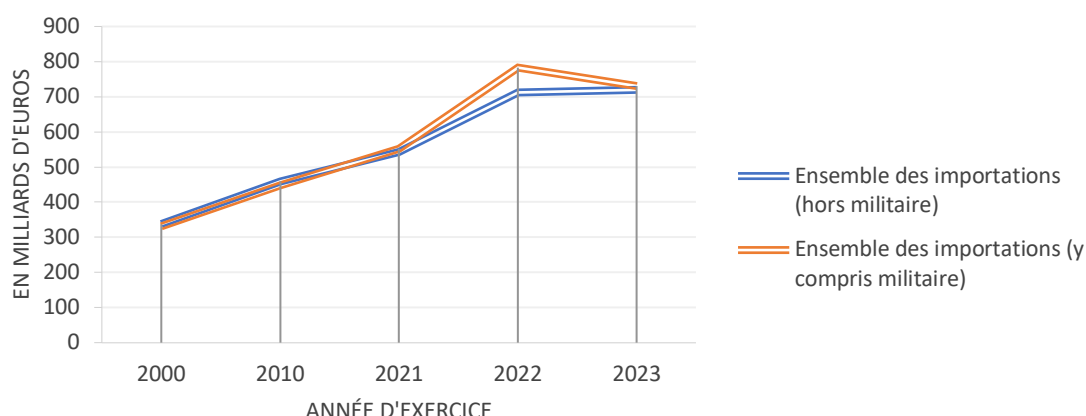
L'ETAT DES ECHANGES COMMERCIAUX DE LA FRANCE

De manière générale, les indicateurs économiques aujourd'hui disponibles montrent une perte progressive de la compétitivité de l'économie française depuis le début des années 1990. Cette situation s'est poursuivie après la crise de 2008 pour commencer ensuite à se stabiliser sous le quinquennat de François Hollande. **La France n'a toutefois pas récupéré ses parts de marché perdues au cours des dernières années, tant à l'échelle internationale que de la zone euro.** La France semble maintenir son écart de compétitivité avec d'autres membres de la zone euro et notamment avec ses partenaires les plus proches : l'Allemagne et l'Espagne.

DEFICIT COMMERCIAL : TROP D'IMPORTATIONS ?

Les importations françaises de biens représentent un montant de 731 milliards d'euros en 2023⁴, soit **une baisse historique de 7% par rapport aux données habituelles en la matière.**

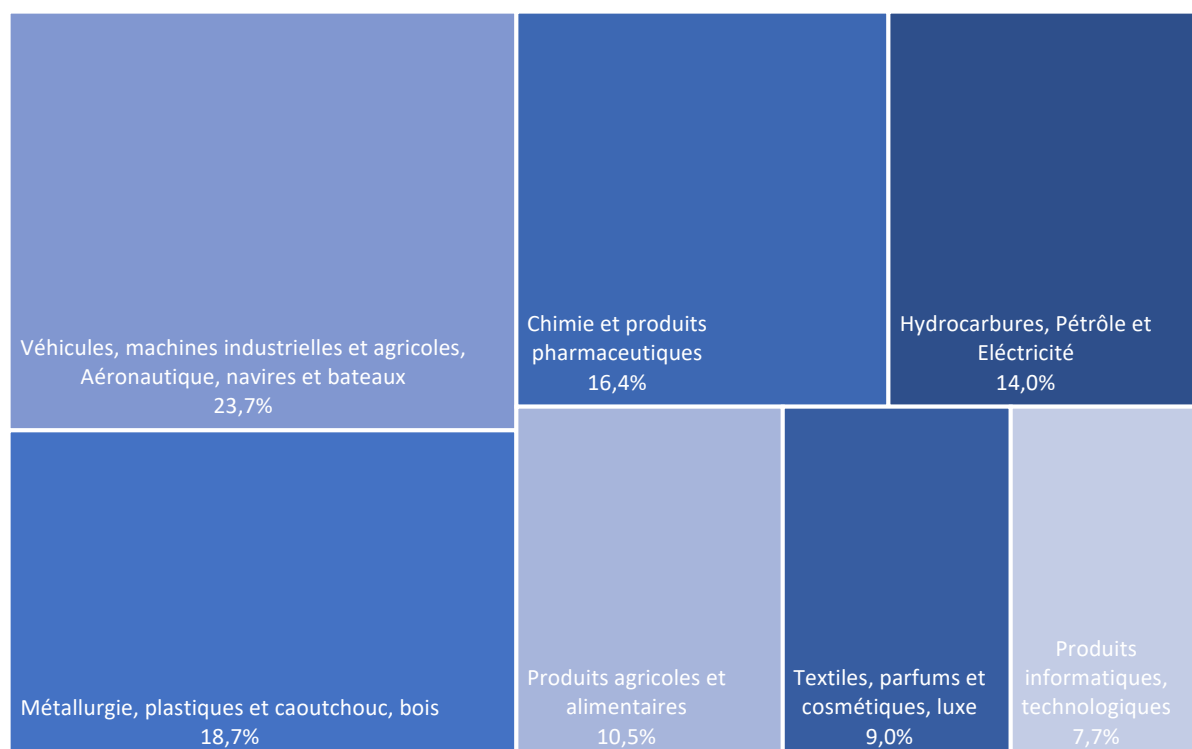
Evolutions des importations (source : *Résultats du commerce extérieur de la France pour l'année 2023. (s. d.). Le Portail de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects*)



⁴ Résultats du commerce extérieur de la France pour l'année 2023. (s. d.). Le Portail de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects. <https://www.douane.gouv.fr/actualites/resultats-du-commerce-exterieur-de-la-france-pour-lannee-2023>

Théoriquement, les importations ne représentent pas un problème majeur pour une économie. Dans un monde globalisé, la mondialisation des échanges rend les importations indispensables. Ces dernières complètent l'offre de produits et de services afin de répondre le plus efficacement possible à la demande des consommateurs nationaux. Cependant, dans le cas français, **le volume des importations est tel qu'il représente un indicateur d'alerte sur la vitalité économique de notre pays à produire de la richesse, à être suffisamment attractif pour les investissements et à assurer une capacité de production minimale équivalente à la demande.** De surcroît, il s'agit d'autant de devises qui, chaque année, sortent du pays. Par ailleurs, dans un contexte de réchauffement climatique, le recours à l'importation a un impact environnemental incontestable (notamment lié au transport), pourtant objectivé à la baisse par l'Union Européenne.

Répartition des importations françaises par typologies de produits (hors militaire) (source : *Résultats du commerce extérieur de la France pour l'année 2023. (s. d.). Le Portail de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects*)



Le graphique ci-dessus reprend les secteurs de production dans lesquels la France n'est plus en état d'assurer non seulement une capacité de production suffisante pour soutenir sa propre consommation, mais également l'impossibilité d'exporter vers d'autres marchés. Autrement dit, notre pays est dépendant de l'étranger pour subvenir à ses propres besoins. Le rapport des douanes précité souligne des secteurs multiples et variées comprenant certains produits et matières premières non disponibles ou produites en quantité insuffisantes sur son territoire. Les principales importations françaises se concentrent sur les secteurs suivants :

- **L'énergie** : notre pays importe une grande partie de ses hydrocarbures (pétrole, gaz naturel) qui ne sont pas une ressource présente en quantité sur le territoire national. Notre dépendance dans ce domaine est donc indéniable. Cependant cela nous rend aussi vulnérable aux fluctuations des prix de l'énergie sur le marché international qui affecte, nous allons le voir, l'attractivité de la France et par conséquent sa capacité à produire.

Concernant le secteur électrique, le bilan de la production nationale en 2022 a été caractérisé par une crise énergétique inédite depuis les années 1970. La France, pays historiquement exportateur, a eu l'obligation de recourir à l'importation pour garantir l'approvisionnement en électricité du territoire en raison d'une production nationale tombée à son niveau le plus bas depuis 1992 (-15% par rapport à 2021). D'autre part, la disponibilité du parc nucléaire est un point essentiel. En 2022, nombreuses sont les centrales qui ont fait l'objet d'une concentration importante d'arrêt de réacteurs pour maintenance (jusqu'à 65% du parc nucléaire à l'arrêt en août) et des contrôles liés au phénomène de corrosion. **Les retards accumulés en 2022, ont été rattrapé partiellement en 2023 dont près de 320 TWh (279 TWh en 2022) ont été générés par l'atome, soit une**

augmentation de 11% par rapport à 2022 mais ce qui reste bien en dessous des moyennes historiques⁵.

- **L'automobile** : le nombre de voiture produites sur le territoire national n'a cessé de se réduire depuis le début du millénaire, entraînant des fermetures d'usine et des réductions des investissements. Les plans de licenciements de masse dégradent le climat social dans ce secteur. Point positif, la production automobile tricolore semble reprendre des couleurs ces dernières années avec un peu plus de 1,5 millions de véhicules qui sont sortis des lignes d'assemblage en 2023 (soit une hausse de 8% par rapport à 2022)⁶. Cette production reste bien en deçà (nous allons le voir) de la moyenne européenne.

- **Produits agricoles** : Malgré une production agricole importante, la première de l'Union Européenne en termes de surface agricole, la France importe certains produits alimentaires et agricoles spécifiques qu'elle ne produit pas (ou plus) sur son territoire⁷. Le malaise est persistant dans les métiers agricoles. Les crises s'enchaînent et les manifestations de plus en plus nombreuses et médiatisées entraînent un climat social sous tension entre les syndicats (FNSEA en tête), le gouvernement et les organisations européennes. La multiplicité des normes au sein de l'union (notamment par le biais de la Politique Agricole Commune), les charges administratives et les réglementations françaises plus strictes que les voisins européens accentuent le déclin de ce secteur clé de la productivité nationale. En moins d'une dizaine d'années, **la France est passé de 3^{ème} puissance**

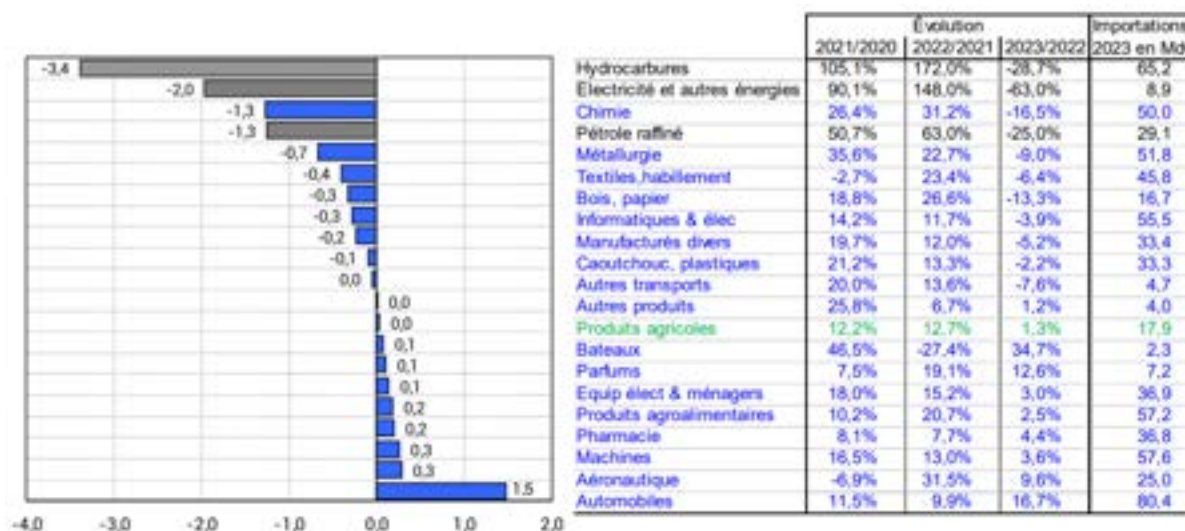
5 Bilan Électrique France 2023. (2024, 7 février). RTE France. <https://www.rte-france.com/actualites/bilan-electrique-france-2023-nouvel-equilibre-systeme-electrique>

⁶ Vermeersch, A. (2024, 18 février). La production dans les usines automobiles françaises a augmenté en 2023 mais sans briller. [www.usinenouvelle.com. https://www.usinenouvelle.com/article/la-production-dans-les-usines-automobiles-francaises-a-augmente-en-2023-mais-sans-briller](https://www.usinenouvelle.com/article/la-production-dans-les-usines-automobiles-francaises-a-augmente-en-2023-mais-sans-briller).

⁷ Simon, D., & Simon, D. (2016, 5 février). « La France n'est plus le premier pays agricole en Europe » (Xavier Beulin). *France Inter*. <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/le-vrai-faux-de-l-europe/la-france-n-est-plus-le-premier-pays-agricole-en-europe-xavier-beulin-6501487>

agricole mondiale (en valeur d'exportations) à seulement 6^{ème} en 2022⁸.

Evolution des importations françaises entre 2020 et 2023 par typologies de produits (hors militaire) (source : Résultats du commerce extérieur de la France pour l'année 2023. (s. d.). Le Portail de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects)



Autre indice intéressant, le poids (en valeur) des différents produits dans le total des importations françaises et leurs variations. En 2023, les cinq plus importantes importations sont : **le secteur automobile (80,4 milliards d'euros) suivi par le secteur des hydrocarbures (65,2 milliards d'euros), les imports de machineries (57,6 milliards d'euros), le secteur agroalimentaire (57,2 milliards d'euros) et le secteur informatiques et électroniques (55,5 milliards d'euros).**

Prenons le secteur automobile. Comme évoqué, l'industrie automobile est un secteur en souffrance qui peine à retrouver ses couleurs d'antan sur le territoire national. **Cette industrie représentait en valeur 9,8% du total des importations en 2000, il représente en 2023 un peu plus de 11%.** La perte de compétitivité des entreprises du secteur automobile notamment en raison des coûts de la main d'œuvre et des niveaux d'imposition importants

⁸ Réussir, R. (2024, 8 février). [Infographie] Qui est leader sur le marché mondial pour les grands produits alimentaires ? Les Marchés By Réussir. <https://www.reussir.fr/lesmarches/infographie-qui-est-leader-sur-le-marche-mondial-pour-les-grands-produits-alimentaires>

ont anéanti la compétitivité prix des produits milieu de gamme des constructeurs tricolores. Dans les années 1980 aux années 2000, les nombreux conseillers économiques prévoient que l'avenir des pays riches et développés passait par les services. Dès lors, les politiques publiques mises en place ont constamment négligé les industries, et ont laissé les acteurs économiques quasi sans défense face à la concurrence des prix exacerbés des industriels des pays émergents.

Prenons un exemple concret : Renault. Devenue une régie nationale à la suite de la seconde guerre mondiale, le groupe Renault est, depuis la fusion du groupe français PSA avec le Groupe Américano-italien FCA donnant naissance à Stellantis de droit néerlandais, le plus important constructeur automobile français, le 13^{ème} constructeur mondiale (en chiffres d'affaires et en nombre de ventes) et le 3^{ème} constructeur européen⁹. Pourtant en 2023, notre constructeur tricolore a produit davantage de véhicules automobiles en Espagne qu'en France. Comment expliquer une telle situation ? Qu'est-ce qu'offre l'Espagne par rapport à la France dans ce secteur ?

En 2023, un peu plus d'un million et demi de véhicules ont été produits en France. Ce chiffre est en progression de 8% par rapport à 2022 mais très inférieur à 2019¹⁰. Sur la même année, l'Espagne, qui ne possède plus aucun constructeur national, a produit plus de 2,45 millions de véhicules (+10% par rapport à 2022). L'industrie automobile est un des piliers majeurs de l'économie espagnole et est le second secteur industriel du pays (8,2 % du PIB espagnol et 9 % des emplois nationaux en 2023). **Notre voisin est devenu en 2023 le 2^{ème} producteur européen de véhicules (derrière l'Allemagne) et le 8^{ème} mondial¹¹.**

9 De la Morandière, A. (2024, 25 avril). Des marges records pour les groupes automobiles en 2023 – mais un ralentissement à venir ? https://www.ey.com/fr_fr/automotive-transportation/analyse-financiere-des-constructeurs-automobiles-mondiaux-2023

¹⁰ Vermeersch, A. (2024b, février 18). La production dans les usines automobiles françaises a augmenté en 2023 mais sans briller. [www.usinenouvelle.com](https://www.usinenouvelle.com/article/la-production-dans-les-usines-automobiles-francaises-a-augmente-en-2023-mais-sans-briller). <https://www.usinenouvelle.com/article/la-production-dans-les-usines-automobiles-francaises-a-augmente-en-2023-mais-sans-briller>.

¹¹ Team France Export - Accompagner les entreprises françaises à l'international. (s. d.). Team France Export.

Cette dynamique espagnole, s'explique par plusieurs facteurs. Le premier est lié au coût de la main d'œuvre. En effet, le coût horaire de la main-d'œuvre en Espagne s'élève à 25,9€ contre un peu plus de 43€ en France. En moyenne, le coût horaire de la main-d'œuvre au 3ème trimestre 2023 s'inscrit à 38,4€ pour l'ensemble de la zone euro dans l'industrie. La France est, selon le rapport de Rexecode publié en janvier 2024¹², le cinquième pays de la zone euro en termes de coût du travail. Le rapport précise « *Les charges et taxes sur les salaires en France, sont les plus élevées des pays de la zone euro, et représentent le pourcentage de salaire brut de plus élevé (46%)* ». Le deuxième levier utilisé par les gouvernements espagnols pour agir en faveur de l'industrie automobile est la fiscalité. Globalement, **le poids des prélèvements obligatoires en pourcentage du PIB en 2022 est de 38,3% en Espagne contre 48% en France**¹³. Enfin, la troisième raison est la productivité espagnole, jugée comme la plus forte d'Europe. Quand un employé français de l'automobile produit 6,2 véhicules par an, un Espagnol en assemble plus du double, soit 13,4¹⁴.

Les bénéfices de ces politiques ? L'industrie automobile contribue positivement au commerce extérieur espagnol (excédent commercial de 16,5 milliards d'euros) quand, de notre côté, **nous accusons un solde déficitaire d'un peu plus de 18 milliards d'euros**¹⁵.

Enfin, dans un entretien accordé à La Tribune le 16 janvier 2024¹⁶, Pierre-André Buigues (*ingénieur Sup'Elec et Professeur émérite à TBS Education*) et Denis Lacoste (*docteur en sciences de gestion de l'IAE d'Aix en Provence*)

¹² *Les coûts de la main-d'œuvre dans l'Union européenne au 3ème trimestre 2023.* (s. d.).

¹³ *Poids des prélèvements obligatoires au sein de l'Union européenne* | Insee. (s. d.). <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2381410>

¹⁴ *Publications* | ACEA - European Automobile Manufacturers' Association. (2021, 1 septembre). ACEA - European Automobile Manufacturers' Association.

¹⁵ Lacoste, P. B. E. D. (2024, 16 janvier). *Comment l'Espagne a surpassé la France dans la production automobile.* La Tribune.

¹⁶ Lacoste, P. B. E. D. (2024b, janvier 16). *Comment l'Espagne a surpassé la France dans la production automobile.* La Tribune. <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/comment-l-espagne-a-surpasse-la-france-dans-la-production-automobile-987936.html>

et professeur de stratégie à TBS Education) précisent que « *L'Espagne attire les constructeurs automobiles étrangers grâce à un écosystème performant. Selon Sernauto, l'association des fournisseurs de l'automobile en Espagne, il y aurait plus de 1 000 fabricants de composants automobiles sur le sol espagnol et une dizaine de clusters. L'industrie automobile espagnole n'échappe pas à la révolution de l'électrique, mais ce pays semble bien parti pour en gagner le pari* ».

DES EXPORTATIONS TRICOLORES DYNAMIQUES MAIS INSUFFISANTES

Grâce à une politique nationale focalisée sur les intérêts des grandes entreprises, la France est largement représentée dans le classement des champions mondiaux. En effet, selon le classement Fortune Global 500 publié le 2 août 2023 par la revue américaine *Fortune*, la France classe 24 entreprises, dont TotalEnergies qui est n°1 du peloton tricolore, à la 20^e place.

Notre pays demeure le pays qui compte la proportion la plus élevée d'entreprises multinationales rapportée au PIB à l'échelle européenne¹⁷.

Toutefois, si la France possède des champions mondiaux, elle ne semble pas en mesure de rétablir une balance commerciale stable. Est-ce un déficit de production ? Un manque de compétitivité ? Les importations sont-elles trop importantes pour la capacité de production nationale ?

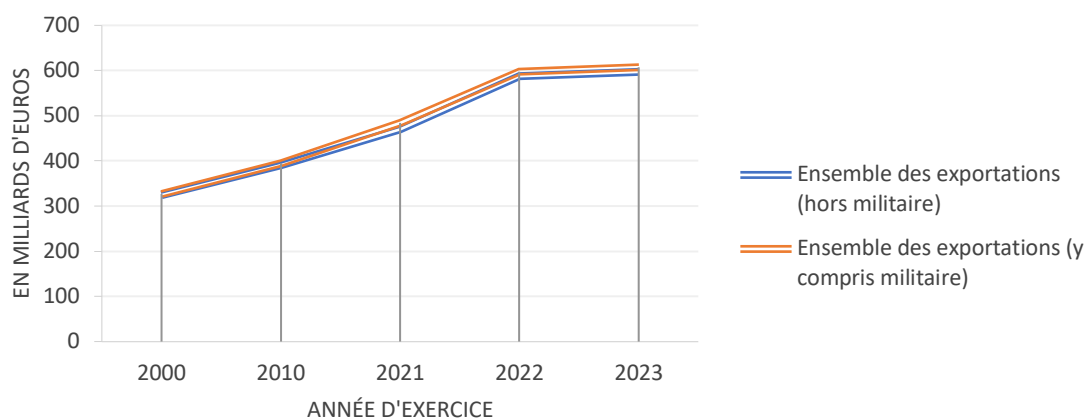
En 2023, **les exportations de biens représentent un montant de 607,3 milliards d'euros¹⁸, soit une augmentation 1,5% par rapport aux chiffres de l'exercice précédent.** Notre pays démontre une évolution positive constante en matière d'exportation.

¹⁷ Bouissou, J. (2023, août 3). Recul de la France dans le classement des 500 plus grandes entreprises mondiales. *Le Monde.fr*. https://www.lemonde.fr/economie/article/2023/08/02/recul-de-la-france-dans-le-classement-des-500-plus-grandes-entreprises-mondiales_6184168_3234.html

¹⁸ Résultats du commerce extérieur de la France pour l'année 2023. (s. d.). Le Portail de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects. <https://www.douane.gouv.fr/actualites/resultats-du-commerce-exterieur-de-la-france-pour-lannee-2023>

Si le volume global des exportations a connu une certaine croissance, reflétant une demande soutenue pour certains produits français à l'international, l'évolution en valeur contraste légèrement (en effet, les augmentations sont légères (en moyenne +1.5% chaque année) - à l'exception des années 2020 et 2021 dont les chiffres sont largement impactés par les conséquences de la crise sanitaire). La valeur totale des exportations a été influencée par plusieurs facteurs, notamment les fluctuations des cours mondiaux des matières premières, la conjoncture économique internationale et les évolutions des taux de change. Malgré ces événements, nous pouvons constater que depuis le début du millénaire, les exportations françaises n'ont quasiment pas reculé d'années en années.

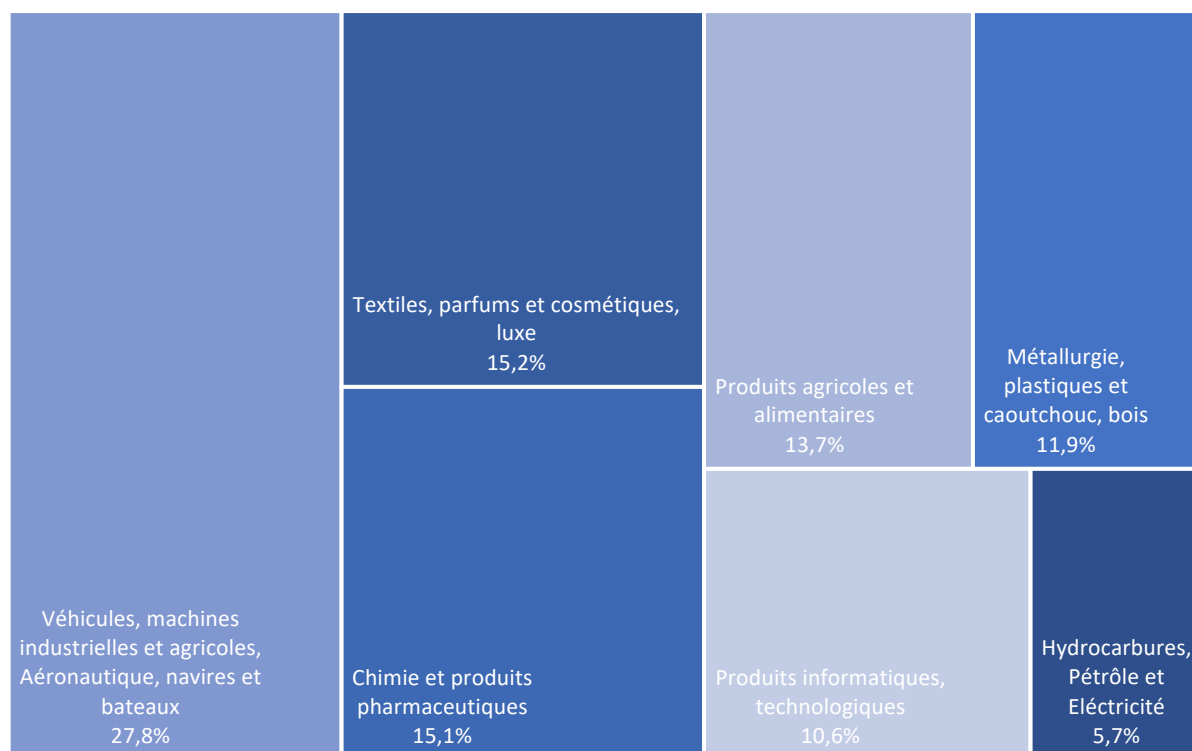
Evolutions des exportations (source : Résultats du commerce extérieur de la France pour l'année 2023. (s. d.). Le Portail de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects)



A l'instar des importations, les exportations sont assez diversifiées. Cette diversification reflète une certaine vitalité de l'économie française et une diversité des industries présentes sur le territoire. Certains secteurs sont suffisamment matures et développés pour se tourner vers l'exportation. En effet, pour se développer vers d'autres marchés, une entreprise doit réunir plusieurs conditions essentielles. L'entreprise, dans un marché ouvert, doit avoir un avantage concurrentiel certain, soit en termes de prix, soit en termes de qualité, soit en termes de réputation. Ces deux derniers avantages sont les leviers utilisés par l'industrie automobile allemande : Volkswagen, Bosch, Porsche, BMW ou encore Mercedes-Benz. L'industrie allemande mise sur sa marque premium et le « **deutsche Qualität** ». Aussi, ce modèle a subi un très sérieux revers avec le scandale mondial lié au « Dieselgate ». Le

groupe Volkswagen a reconnu avoir menti sur la qualité de ses moteurs Diesel. Depuis le groupe a réduit la voilure dans ses investissements et plus aucune publicité de Volkswagen ne porte le slogan « deutsche Qualität ». Ainsi, si les entreprises françaises veulent se développer vers l'exportation, elles doivent absolument investir en recherche et développement (R&D) et initier une montée en gamme progressive. **Dans le même temps, l'attractivité du territoire national doit être consolider dans ses forces et gommer dans ses faiblesses.**

Répartition des exportations françaises par typologies de produits (hors militaire) (source : Résultats du commerce extérieur de la France pour l'année 2023. (s. d.). Le Portail de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects)



Les principales exportations françaises, en 2023, se concentrent sur les secteurs suivants :

- **Aéronautique et spatial** : La France est un leader mondial dans ce secteur, avec des entreprises comme Airbus, ATR, CNES, CNRS, Ariane Espace qui exportent des avions commerciaux et militaires, mais aussi des technologies et des expertises scientifiques et spatiales dans le

monde entier. Prenons l'exemple du géant mondial de l'aéronautique : Airbus. Il s'agit sans nul doute de la plus belle réussite de collaboration européenne industrielle. Depuis plus de 50 ans, le constructeur européen fait vivre un écosystème de plusieurs dizaines de milliers d'emplois regroupés chez 10 000 fournisseurs à travers l'Europe (notamment en France, en Allemagne, en Espagne et au Royaume-Uni). Or, dans les années 60, les Américains dominant sans réelle concurrence sur le marché mondial. Sur le vieux continent, il y a des industriels (ex : Sud-Aviation) mais aucun de la taille du géant Boeing. C'est grâce à un accord de coopération entre les français et les allemands (puis plus tard les anglais et les espagnols) qu'Airbus devient un rêve aéronautique. Aujourd'hui, **Airbus occupe 50% du marché mondial et a déjà livré plus de 12 000 appareils**. En 2022, le géant européen génère un chiffre d'affaires d'environ 60 milliards d'euros et un peu moins de 4,2 milliards d'euros de résultat net.

- **Luxe, parfums et cosmétiques** : Les produits français, réputés pour leur qualité et leur innovation bénéficient d'une exceptionnelle réputation à l'international. C'est un secteur clé de la puissance industrielle française. L'industrie du luxe ne déçoit jamais les chiffres à l'exportation : **la moitié de l'amélioration du solde commercial s'explique par la progression du solde commercial du secteur des parfums et cosmétiques (+7,7 milliards d'euros sur un an) et du textile-habillement-cuir (+5,4 milliards d'euros par rapport à 2022)**¹⁹. LVMH, leader mondial des produits de luxe, réalise en 2023 des ventes de 86,2 milliards d'euros, en croissance organique de 13 % par rapport à 2022. Toutes les activités présentent une croissance organique soutenue de leurs ventes, à l'exception des Vins et Spiritueux qui font face à un niveau de stock élevés. Pour Bernard Arnault, Président-Directeur Général de LVMH : « *La performance de 2023 illustre l'exceptionnel pouvoir d'attraction de nos Maisons et leur capacité à*

¹⁹ Davesne, S. (2024, 12 février). Luxe, avions et parfums, seuls moteurs du commerce extérieur. www.usinenouvelle.com. <https://www.usinenouvelle.com/editorial/luxe-avions-et-parfums-seuls-moteurs-du-commerce-exterieur>.

créer le désir au cours d'une année pourtant tendue sur le plan économique et géopolitique. (...) Pour nous tous, ce sera une année exceptionnelle et inspirante, marquée par notre partenariat avec les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 qui portent les valeurs de passion, d'inclusion et de dépassement cultivées par notre Groupe. C'est pour LVMH une nouvelle opportunité de renforcer encore son avance sur le marché mondial du luxe et de contribuer au rayonnement de la France à travers le monde²⁰ ». Le PDG démontre à quel point l'attractivité et le positionnement stratégique de la France par son image de marque est primordiale pour le tissu économique national. C'est aussi grâce à l'image de la France à l'international que des grands comme LVMH peuvent se développer et accentuent le positionnement de l'industrie français sur le luxe.

- **Pharmaceutique** : Les médicaments français, notamment ceux issus de la recherche sont stratégiques pour l'économie française. Sur le plan industriel, il assure à la France des excédents de commerce extérieur et vecteur de fort contenu d'innovation. Sa dimension est d'autant plus importante, qu'elle combine un volet d'indépendance et de santé publique indispensable. Cela donne à ce secteur industriel une dimension sociétale forte. Malgré cela, pour l'exercice 2023, les exportations de produits pharmaceutiques se sont effondrées. **Le solde des échanges s'est établi à 400 millions d'euros en 2023 (contre 4 milliards d'euros en moyenne par an sur la période jusqu'en 2019)²¹**. Est-ce l'indicateur d'un malaise dans ce secteur ? Une certitude, l'effet de la régulation des prix des médicaments (qui a été bénéfique pour le budget général de la santé) a érodé la confiance des acteurs sur le marché français. Les investissements prévus ont été décalés et la pérennité des emplois est remis en question.

En 2024, l'industrie pharmaceutique française a connu un bouleversement majeur avec la décision de Sanofi de céder une partie

²⁰ 2023 : Nouvelle année record pour LVMH - LVMH. (s. d.).

²¹ France - Pourquoi l'excédent commercial de l'industrie pharmaceutique a fondu en 2023. (s. d.).

de sa branche Opella, responsable de la production et de la commercialisation du célèbre Doliprane. Cette cession, motivée par la volonté du Groupe Sanofi de concentrer ses actifs sur des activités plus rentables et innovantes, a suscité de vives réactions dans la société française. Cette vente a soulevé des interrogations sur la souveraineté industrielle et sanitaire de la France. Le Doliprane, médicament de première nécessité, est désormais partiellement assurée par un acteur privé américain (fonds d'investissement CD&R)²², ce qui pourrait avoir des implications sur son accessibilité et son prix sur le long terme.

- **Agroalimentaire** : La France, réputée « puissance agroalimentaire de premier rang dans le monde » est, pour la première fois depuis les années 50, en solde négatif d'exportation avec ses voisins européens. Au niveau mondial, la France maintient un solde positif de 1,2 milliards d'euros (tout juste)²³. Selon les chiffres de la direction générale des douanes et droits indirects, **les exportations des produits agricoles sont passés de 10,4 milliards d'euros en 2000 à 19,1 milliards d'euros en 2023, soit une évolution d'environ 2% en moyenne sur la période.** Dans le même temps, les importations ont augmenté de 8,2 milliards d'euros à 17,9 milliards d'euros. Quelles sont les raisons ? Dans ce secteur, la France a souhaité se positionner en producteur premium²⁴. Nous avons favorisé le développement d'une industrie de qualité au détriment d'une compétitivité des prix. En effet, depuis quelques années, la France légifère plus strictement que ses voisins européens ce qui accentue le déclin de ce secteur clé de la productivité nationale. Par exemple, les exportations en volume de produits transformés, tels que les vins et les fromages, ont continué de progresser, témoignant de la demande soutenue pour les produits agricoles français de haute

²² Vente du Doliprane : un nouveau tournant pour l'industrie pharmaceutique française. (s. d.). RCF. <https://www.rcf.fr/articles/actualite/vente-du-doliprane>

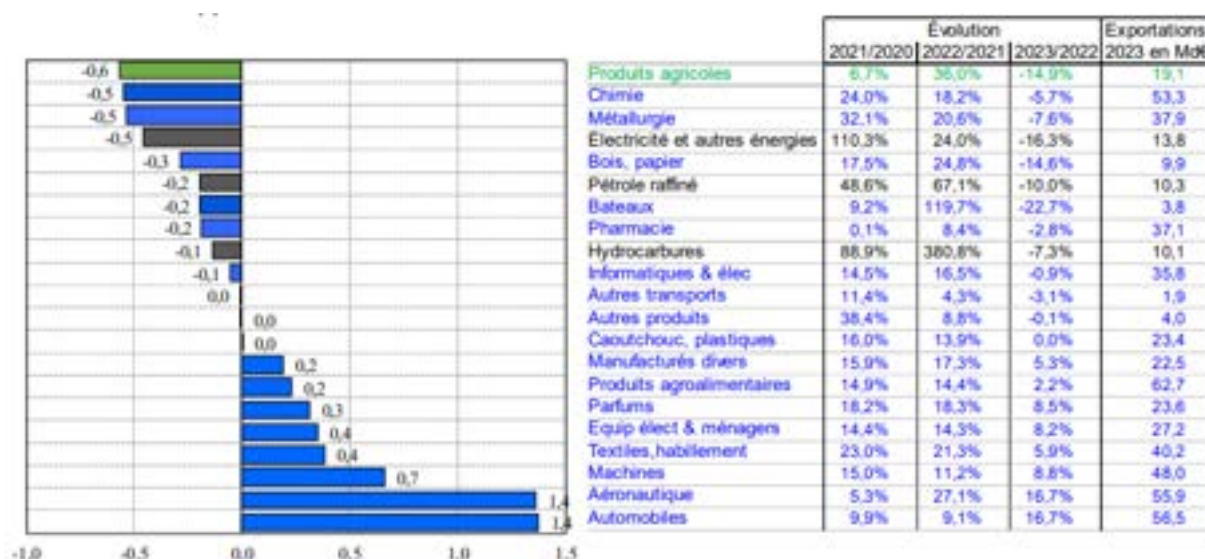
²³ Résultats du commerce extérieur de la France pour l'année 2023. (s. d.). Le Portail de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects

²⁴ Cougard, M. (2019, 5 juillet). Agroalimentaire : la France perd la main en Europe. Les Echos. <https://www.lesechos.fr/industrie-services/conso-distribution/agroalimentaire-la-france-perd-la-main-en-europe-1035838>

qualité à l'international. A contrario, les exportations de céréales, fortement dépendantes des conditions météorologiques et des évolutions des cours, ont connu une baisse significative en volume des exportations. La sur-règlementation française en matière fiscale et écologique ont affecté une grande partie de cette production.

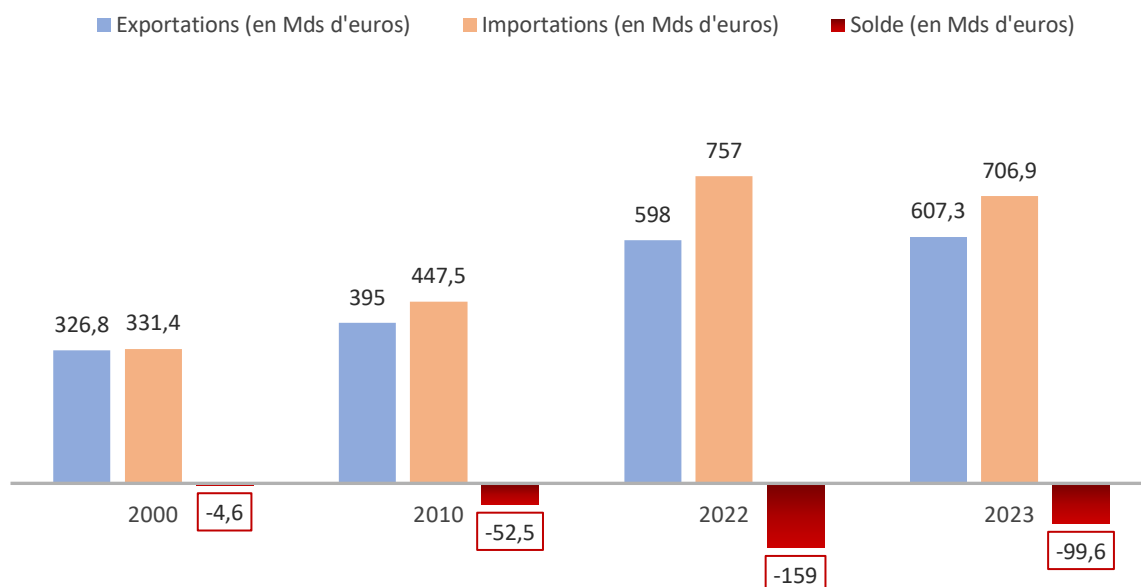
Cette politique, très critiquée a été mal expliquée depuis sa mise en place. **Il y a eu une volonté de nos dirigeants d'adapter l'industrie agricole aux attentes des consommateurs dans les décennies à venir.** Cette politique s'inscrit dans la durabilité environnementale, le bien-être animal et une qualité supérieure des aliments produits. Nous pensons que ces politiques doivent être assumées par nos gouvernements. Cependant, nous devons prendre en compte la détresse des acteurs en protégeant nos agriculteurs. Nous pensons que les acteurs du terrain seront les plus compétents pour mettre en place cette stratégie d'image de marque. La crise des agriculteurs survenue début 2023 a médiatisée une ruralité qui n'est plus écoutée. Nous pensons que les revendications des syndicats agricoles peuvent être adaptées à cette politique de montée en gamme. Juridiquement tout d'abord, en donnant plus de pertinence aux démarches administratives. Il ne s'agit pas de simplifier pour simplifier mais de d'accompagner plus facilement les acteurs. L'administration doit être sur le terrain à proximité des agriculteurs afin de faciliter leurs démarches. Les lois et les réglementations sont à travailler avec les représentants des agriculteurs afin de prévoir un calendrier raisonnable de montée en gamme. Fiscalement, en créant un régime fiscal et social mieux adapté à ce secteur. Enfin, en faisant du secteur agricole un pilier fondamental de notre souveraineté, la solidarité nationale doit prioriser et hiérarchiser ses combats en subventionnant l'écosystème agricole qui est une fierté tricolore. Projet que les sénateurs ont déjà commencé à faire en ajoutant des dispositions de reconnaissance d'une souveraineté alimentaire comme intérêt fondamental de la Nation dans une proposition de loi.

Évolution des exportations françaises entre 2020 et 2023 par typologies de produits (hors militaire) (source : Résultats du commerce extérieur de la France pour l'année 2023. (s. d.). Le Portail de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects)



Après plusieurs années de croissance continue, les indicateurs semblent se stabiliser durablement concernant les exportations françaises. La conjoncture économique mondiale peut expliquer certains ralentissements mais les lignes de basculement de certains secteurs semblent franchies. Même si les exportations françaises semblent satisfaisantes, elles cachent un malaise : une balance commerciale déficitaire. **En 2023, notre solde est négatif de 99,6 milliards d'euros.** Quelles-en sont les causes ?

Evolutions du solde commercial (source : Résultats du commerce extérieur de la France pour l'année 2023. (s. d.). Le Portail de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects)



Même si nous avons regagné des parts sur le marché mondial (+0,1% en 2023, soit 2,7% des exportations mondiales²⁵), notre pays ne retrouve sa présence à 5,2% des parts du marché mondial comme en 2003. La part des exportations françaises de biens dans le total des exportations mondiales a largement chuté (en valeur et en volume) depuis le début des années 1990. Cette chute des exportations françaises est également remarquée dans le total des exportations de la zone euro depuis la création de la monnaie unique. Cette part a reculé presque chaque année pour ensuite commencer à se stabiliser à partir de 2012 et finir par se redresser légèrement en 2023. Le constat est similaire pour la part des exportations françaises dans les différentes zones géographiques du monde.

²⁵ FMI Fond monétaire International. World Economic Outlook GDP, current prices Billions of U.S. dollars. <https://www.imf.org/external/datamapper/NGDPD@WEO/FRA>

Evolutions du solde commercial de la France avec les différents marchés mondiaux (source : Résultats du commerce extérieur de la France pour l'année 2023. (s. d.). Le Portail de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects)

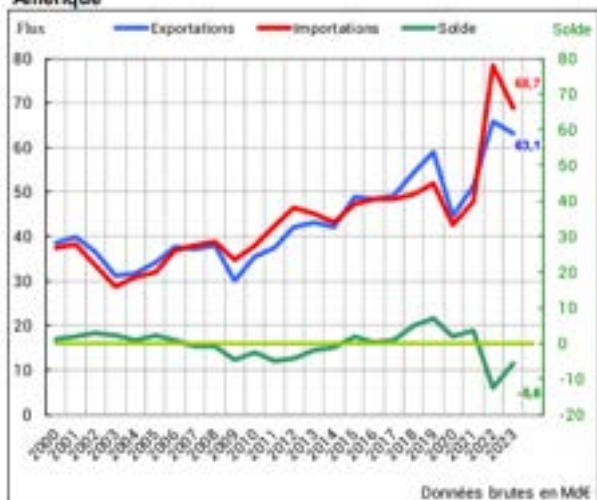
Union européenne



Asie



Amérique



Europe hors UE



Afrique

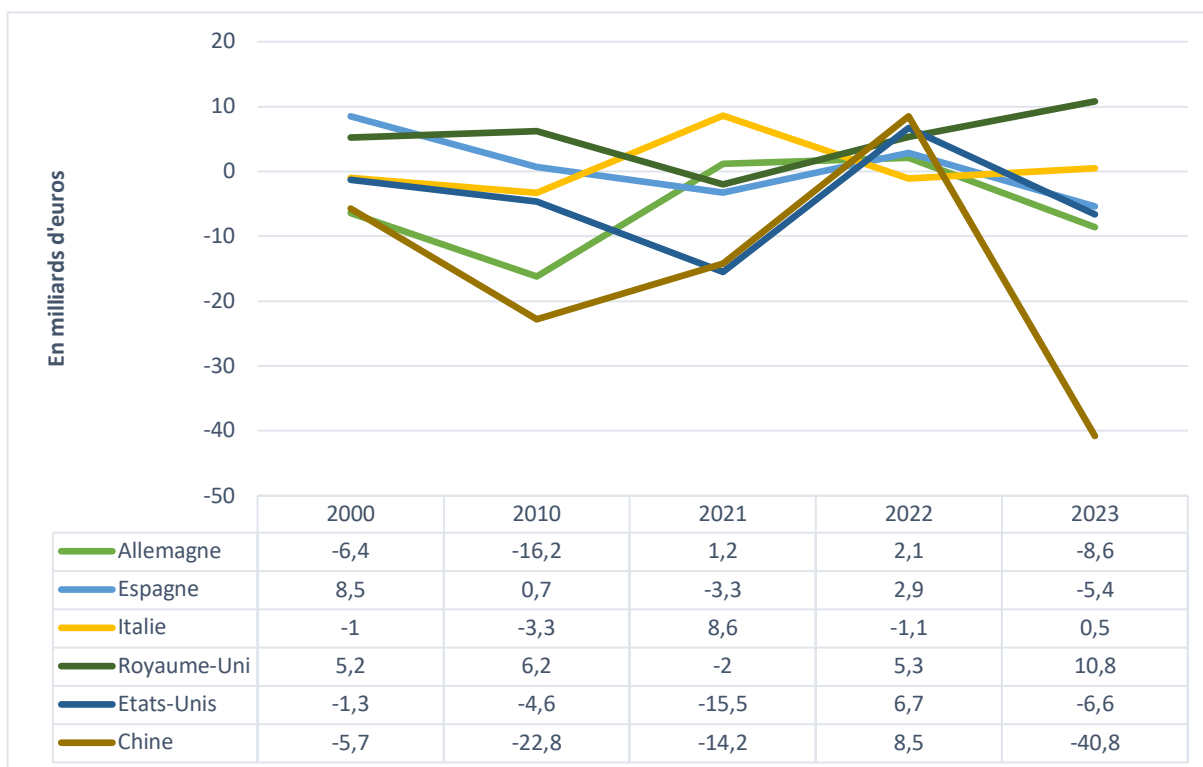


Proche et Moyen-Orient



De nos principaux partenaires (Allemagne, Royaume-Uni, Espagne, Italie, Chine et USA), le Royaume-Uni et l'Italie sont les deux seuls pays avec lesquels nous avons un solde commercial positif.

Evolutions du solde commercial avec nos principaux partenaires (source : Résultats du commerce extérieur de la France pour l'année 2023. (s. d.). Le Portail de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects)



L'Allemagne, l'exemple à suivre ?

Tout d'abord, **la France ne compte que 145 000 PME exportatrices en 2023 alors que notre voisin d'outre-rhin en compte deux fois plus**. Ensuite, la France et l'Allemagne, les deux principaux piliers de l'Union européenne, forme un couple qui entretient une rivalité économique intense. L'Allemagne est le principal fournisseur et client de la France mais depuis les années 2010 leurs politiques publiques concernant la compétitivité ont évolué de manière opposée.

Depuis le début des années 2000, l'Allemagne axe son modèle de compétitivité sur la stabilité, l'innovation et la culture d'entreprise.

Dans un premier temps, le modèle allemand est basé sur un système d'éducation fondé sur l'alternance qui assure une main-d'œuvre hautement qualifiée et adaptée aux besoins des acteurs économiques. Ce système de formation est largement ancré dans l'écosystème allemand depuis des dizaines d'années. L'Allemagne s'est également fait remarquer depuis le début des années 1990 par une très faible augmentation des salaires nets.

Les salaires bruts réels ont quant à eux baissé d'environ 4% entre 2000 et 2010. On remarque en effet, sur cette période, une diminution des coûts salariaux²⁶. Le recul de la couverture des conventions collectives ainsi que la suppression de certains minimas sociaux ont aussi largement contribué à cette modération salariale. Cette dernière a toutefois été généralement acceptée par la population et par les syndicats. Ces derniers ont perçu la compétitivité comme le moyen le plus sûr de préserver l'emploi. Les syndicats ont fait preuve d'un certain pragmatisme afin de préserver le travail qualifié en Allemagne. D'un côté, ils ont accepté une baisse des coûts salariaux et des réductions ou prolongations non rémunérées de temps de travail en contrepartie de l'absence de licenciements économiques. De l'autre, ils ont accepté une plus grande flexibilité des normes des conventions collectives afin justement de préserver le système de conventions collectives et la négociation de branche²⁷. Ces différentes mesures n'ont jamais été acceptées en France où l'atteinte aux minimas sociaux est plutôt mal perçue et génératrice de mouvements sociaux.

En période de crise économique comme celle que nous avons connue à partir de 2008, les gouvernements allemands et français ont mis en place des stratégies diamétralement opposées sur le soutien à l'économie. **En trois ans, la France a perdu 900 usines et 750 000 emplois industriels pendant que le voisin d'outre-rhin ont su garder les acteurs de production à coup de plusieurs milliards de subventions**²⁸. Ces fermetures

²⁶ Bundesamt für Statistik (Office fédéral de la statistique qui fournit des données statistiques sur l'économie allemande) https://www.destatis.de/DE/Home/_inhalt.html

²⁷ Allemagne : une décennie de modération salariale. Quelle emprise syndicale sur la dynamique des salaires ? Adelheid Hege, La Revue de l'Ires 2012/2 (n°73), p. 205 à 235 ;

²⁸ Arnaud Montebourg, ancien Ministre de l'Economie, Livre « L'engagement » aux éditions Pluriel, p.37 ;

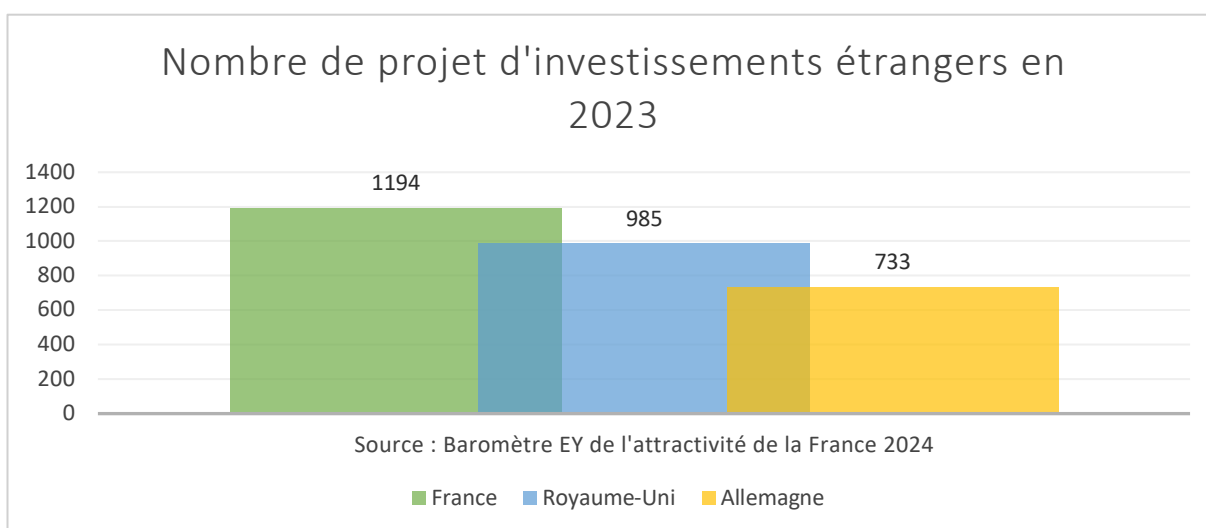
d'outils de production ont coûté cher à la France et lui ont fait perdre un retard que notre pays n'a toujours pas rattrapé. Les petites et moyennes entreprises allemandes, ont bénéficié d'un soutien étatique fort afin de passer les crises tout en maintenant intact les outils de production et de compétitivité nationaux. De manière générale, les entreprises allemandes entretiennent une culture d'entreprise axée sur la productivité et l'export.

Dans le même temps, les gouvernements allemands ont investi massivement dans la numérisation et l'automatisation. **Ces investissements mêlés aux avantages de ses coûts salariaux au cours de la décennie 2000 a procuré une avance considérable, exacerbés par la zone euro et la monnaie unique.** Cependant, force est de constater que cette bonne santé de la productivité et de la compétitivité de l'économie allemande s'est effectuée au détriment de tous ses alliés européens.

Ainsi, les facteurs explicatifs du modèle allemand sont principalement portés par un système de formation adéquate aux acteurs économiques (notamment via la promotion active de l'alternance). Le système d'alternance en Allemagne, ou *duale Ausbildung*, est un pilier fondamental de la formation professionnelle. L'alternance en Allemagne est très valorisée, car elle favorise une insertion professionnelle rapide et réussie. Les entreprises, en formant leurs futurs employés, garantissent un réservoir de talents qualifiés, tout en répondant à leurs besoins spécifiques. Ce modèle, reconnu pour son efficacité, est souvent cité en exemple. En France, l'alternance apparaît trop tardivement dans le parcours des étudiants. Promue en études supérieures, elle débouche sur des secteurs tels que la communication ou le marketing qui deviennent des secteurs totalement saturés par l'abondance des demandes. L'Allemagne investit dans la recherche et le développement (que la France a négligé pendant longtemps) ainsi que dans la culture de l'excellence opérationnelle et les adaptations du coût du travail aux variations de l'offre et de la demande permettent à notre voisin d'afficher une balance commerciale globalement positive et une bonne santé des acteurs de production.

UNE CRISE STRUCTURELLE DE LA COMPETITIVITE

L'état de la balance commerciale française pour l'année écoulée est très inquiétant. Au fur et à mesure des exercices, les déficits s'enchainent et les politiques mises en œuvre par nos gouvernants ne permettent pas d'améliorer la situation. Cependant, si les échanges commerciaux de notre pays semblent en difficulté, l'attractivité de la France semble plus ou moins préservée. **En 2023, la France reste pour la 5ème année consécutive le pays d'Europe qui a accueilli le plus d'investissement direct de l'étranger (IDE) avec 1 194 projets d'investissements²⁹.**



Les secteurs de l'industrie, de l'innovation et des projets de recherches et développement sont les secteurs bénéficiant le plus de ces investissements étrangers sous forme de création ou d'extension de site.

Cependant, les investisseurs continuent d'exprimer des vives inquiétudes et de réelles attentes de la France.

²⁹ Interview de Franck Riester, ministre délégué chargé du Commerce extérieur sur le plateau de BFM Business le 02 mai 2024

L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE FRANÇAIS

Nous pouvons voir le verre à moitié vide et considérer que l'état de la balance commerciale française résulte d'un déficit structurel irréformable et que le contexte politique, sociétal et économique de la France sont des problèmes indépasseables. Mais nous pouvons aussi voir le verre à moitié plein. En effet, **les forces de la France sont encore nombreuses et les statistiques de l'Organisation Mondiale du Commerce précisent que notre pays se maintient depuis de nombreuses années parmi les 8 principaux exportateurs au monde**³⁰.

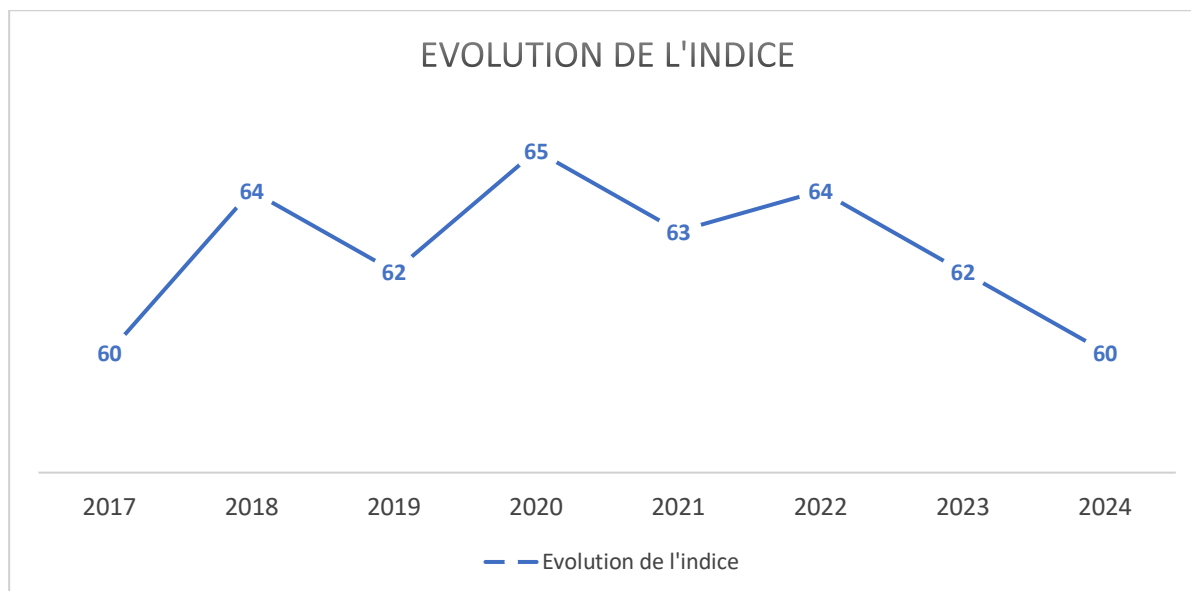
La France confirme son positionnement dans les échanges commerciaux. L'attractivité de notre pays est certainement notre principal atout. Comme nous l'avons vu, la compétitivité regroupe des sous-ensembles de leviers « prix » et « hors prix ». Dans cette dernière, l'attractivité du pays est caractérisée par les stratégies adoptées par les entreprises nationales, la réputation du pays à produire des biens et services de qualité, l'environnement fiscal, social, juridique et politique (stabilité) de l'Etat et de ses institutions. Cette notion d'attractivité est mesurée chaque année par les Conseillers du Commerce Extérieur de la France avec le soutien d'Eurogroup Consulting.

En 2024, **l'indice calculé se retrouve dans la 11^{ème} édition du rapport sur l'attractivité du territoire**³¹. Ce rapport nous apprend que pour la deuxième année consécutive, l'indice de l'attractivité de la France baisse. Basée sur 100, la note de la France en 2024 s'élève à 60, soit son indice de 2017.

³⁰ Gaudiaut, T. (2021, 22 octobre). Les plus grands exportateurs de marchandises au fil du temps. Statista Daily Data. <https://fr.statista.com/infographie/25883/classement-pays-selon-la-valeur-des-exportations-de-marchandises-au-cours-du-temps>

³¹ Eurogroup Consulting. (2024, 12 mars). Indice d'attractivité du territoire 2024. <https://www.eurogroupconsulting.com/fr/actualites/publications/indice-dattractivite-du-territoire-2024/>

Evolutions de l'indice d'attractivité du territoire national (source : Eurogroup Consulting. (2024, 12 mars). *Indice d'attractivité du territoire 2024*)



Le rapport nous enseigne sur les forces et les faiblesses de notre pays vus par les investisseurs.

Tout d'abord, nous distinguons les points forts dont les notes sont supérieures à 80/100. Il y a quatre secteurs historiques dans lesquels la France présente des avantages compétitifs par rapport aux autres pays : **l'environnement culturel, la qualité des infrastructures, la qualité de vie et l'environnement, et, les capacités d'innovation et de recherche**. Malgré des indices en baisse, ces quatre secteurs sont les piliers de notre attractivité favorable à l'accueil des investissements. Sur ces bases, les investisseurs marquent leur jugement positif sur les différentes réformes ou décisions à l'image de la mise en place du plan France 2030. Ce dernier est un plan stratégique d'investissement majeurs lancé en 2021 qui souhaite rattraper à la fois les retards accumulés depuis plusieurs années dans des secteurs économiques de premier plan et renforcer le positionnement de la France dans de nouvelles filières industrielles et technologiques. En somme donner un nouveau souffle à une économie nationale encore anesthésiée par la période COVID-19 et retrouver une compétitivité. Le plan France 2030 se distingue des plans de relance économique habituels sur un point : la

méthode. Le gouvernement grave dans le marbre que l'Etat doit être la locomotive et entraîner les acteurs économiques nationaux. **France 2030 représentant un plan d'investissement de 50 milliards d'euros liés aux montants du Plan d'Investissement d'Avenir 4 (PIA 4)**, auxquels s'ajoutent au moins 4 milliards d'euros d'investissement en fonds propres. Notamment par le financement et l'accompagnement des acteurs économiques des objectifs non-exhaustifs suivants :

Secteur	Objectif	Montant
Energie	financer et soutenir une offre française de développement de petits réacteurs modulaires (SMR) renforcer en financement l'hydrogène décarboné	3,3 milliards d'euros
Industrie	favoriser les investissements de décarbonation des industries françaises (objectifs -35% d'émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030)	5 milliards d'euros
Automobile	accompagner les ambitions des constructeurs automobiles dans la production de véhicules zéro émission sur le territoire national	2,6 milliards d'euros
Aéronautique	renforcer l'effort financier au secteur aéronautique dans le développement d'un avion bas carbone	1,2 milliards d'euros
Santé	financer la production d'au minimum 20 biomédicaments en France développer et produire des dispositifs médicaux innovants et des solutions numériques de rupture en santé	2,9 milliards d'euros
Innovation	soutenir financièrement l'émergence et l'industrialisation de start-ups, décisives pour le déploiement de l'innovation financement des start-ups innovantes	5 milliards d'euros

D'autre part, les décisions gouvernementales sur la simplicité des démarches administratives, la baisse des impôts (CFE, CVAE...) sont également largement plébiscitées³². En effet, en tenant ses promesses, notamment dans le domaine fiscal – sanctuarisation du CIR, réduction de l'impôt sur les sociétés, allègements des impôts de production, refonte du régime des impatriés... la France a retrouvé les faveurs de plusieurs centaines d'entreprises étrangères.

Le rapport indique également les facteurs qui inquiètent ou sont contreproductif pour la France. Tout d'abord, nous retrouvons les leviers sur lesquels notre pays doit s'améliorer (notés de 80/100 à 50/100) : la qualité de la main d'œuvre ; la sécurité juridique ; le coût de l'énergie, et, la sécurité des personnes.

En effet entre 2022 et 2023 nombreuses sont les centrales nucléaires qui ont fait l'objet **d'une concentration importante d'arrêt de réacteurs pour maintenance** (jusqu'à 65% du parc nucléaire) **et des contrôles liés au phénomène de corrosion accompagné pas des conditions climatiques exceptionnellement chaudes et sèches qui ont impacté les réserves d'eau**. Ces enchaînements de facteurs ont favorisé le recours à l'importation d'énergie au détriment de la balance économique française sur le marché de l'énergie. Historiquement positif, le solde 2022 (différence entre les importations et les exportations) a demeuré négatif une grande partie de l'année (l'essentiel des imports a eu lieu sur la période estivale qui représente à elle seule 60% du solde négatif). Pour la première fois depuis 1980, **le solde des échanges français est importateur (16,5 TWh importés, soit 4% de la consommation nationale)**. Ainsi, en 2022, la France a été dépendante de ses voisins (notamment l'Allemagne et l'Espagne) pour garantir son approvisionnement en électricité. Financièrement, **les importations d'électricité ont pesé 7 milliards d'euros sur la facture énergétique du Trésor déjà lourde** (108 milliards d'euros en raison des importations des combustibles fossiles) qui a été directement répercuté sur

³² Eurogroup Consulting. (2024, 12 mars). *Indice d'attractivité du territoire 2024*. <https://www.eurogroupconsulting.com/fr/actualites/publications/indice-dattractivite-du-territoire-2024/>

les factures des particuliers et entreprises françaises. D'autre part, le déclenchement de la guerre en Ukraine en 2022 a particulièrement déséquilibré le marché énergétique européen.

Malgré tout, nous pouvons considérer que le coût de l'énergie en France devrait prochainement trouver un point d'équilibre grâce à des plans d'investissement ambitieux. **Notre voisin d'outre-Rhin, sorti officiellement du nucléaire le 16 avril 2023, est contraint de s'approvisionner en électricité auprès d'autres pays** (notamment du surplus de production provenant de l'atome français). L'environnement de distribution énergétique allemand compte désormais, et ce depuis plusieurs mois, sur les importations afin de combler les déficits de sa production. De notre côté, nous rénovons nos centrales nucléaires, projetons d'en construire d'autres et réinvestissons massivement dans ce secteur stratégique d'indépendance et d'excellence. **Le plan de Relance France 2030 concentre un effort certain sur la filière nucléaire (1,2 milliards d'euros d'investissement direct) en soutenant l'effort à l'innovation (500 millions d'euros de financement du programme d'appels à projets) dans le but de faire émerger de nouveaux réacteurs (plus petits, innovants et assurant une meilleure gestion des déchets).** L'avenir énergétique tricolore repose sur la substitution des combustibles fossiles par une production « hybride » combinant renouvelable et nucléaire. Le gouvernement pilote sa stratégie énergétique en s'appuyant sur le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) et les 2 600 entreprises françaises du secteur dans le but de construire un écosystème solide favorisant l'émergence de nouvelles entreprises innovantes créatrices d'emplois. En parallèle, l'industrie énergétique renforce sa présence, soigne son image et adapte ses formations auprès des étudiants et des établissements d'enseignement supérieur français. Le tissu économique énergétique estime ses besoins de main d'œuvre à 100 000 recrutements dans les dix prochaines années.

Par ailleurs et concernant le point sur la sécurité des personnes. Les conflits sociaux (gilets jaunes, manifestations, crises des agriculteurs...) ont affecté l'image de la France à l'international. D'autre part, les chiffres communiqués

par le ministère de l'Intérieur³³ démontrent une hausse des incivilités, de la violence et plus généralement des actes de délinquances à travers le pays. Sur l'année 2023 et par rapport à 2022, les hausses les plus fortes concernent les atteintes aux personnes : **les homicides (+5%) et les tentatives d'homicides (+13%) ; les coups et blessures volontaires sur personnes de 15 ans ou plus dans le cadre familial (+9%) ; les violences sexuelles (+8%). S'agissant des atteintes aux biens, les escroqueries continuent d'augmenter (+7%), les vols contre les personnes sont globalement en baisse sur un an (-8% pour les vols violents sans arme, -3% pour les vols sans violence contre les personnes), les infractions liées aux stupéfiants évoluent peu, les cambriolages augmentent (+3%) tout comme les vols de véhicules (+4%) et les vols dans les véhicules (+5%).**

Tout cela aggrave considérablement l'attractivité de la France et peuvent agir comme une mise en garde des potentiels investisseurs (ou touristes) à choisir notre pays.

Enfin, le rapport reprend l'ensemble des critères qui aggravent les faiblesses de la France sur la scène internationale : **le coût de la main-d'œuvre ; la fiscalité ; la flexibilité du travail, et, les démarches administratives et réglementaires.** Il s'agit de leviers historiquement difficiles pour notre pays. Il est certain que le prochain gouvernement sera particulièrement attendu sur les prochaines politiques prioritaires à mener sur la politique fiscale et la flexibilité du travail. Au regard des actualités politiques avec les élections européennes, la dissolution de l'Assemblée nationale, les élections législatives de 2024, la censure du gouvernement Barnier et l'impossibilité pour la France de se doter d'un budget avant la fin de l'année 2024, sont d'autant d'indicateurs qui vont une nouvelle éroder la confiance des investisseurs dans la stabilité politique de la France.

³³ *Insécurité et délinquance : les premiers chiffres 2023. (2024, 31 janvier). Vie Publique. <https://www.vie-publique.fr/en-bref/292849-insecurite-et-delinquance-les-premiers-chiffres-2023>*

L'ATTRACTIVITE : LA MARQUE « FRANCE » EN DIFFICULTE

Globalement, l'attractivité est une notion de soft-power basée sur des éléments substantiels (**l'image, la réputation, la stabilité...**). Le président Emmanuel Macron a compris cela dès son accession au pouvoir. Aussi, il instaura « **Choose France** » qui est un rassemblement dont l'objectif est « *de présenter et d'expliquer aux grandes entreprises internationales les réformes menées pour favoriser l'activité économique de notre territoire. Il permet également de souligner l'importance des investissements internationaux pour soutenir la croissance, l'innovation et l'emploi partout en France. Chaque année, ce sont près de 400 entretiens bilatéraux qui sont organisés entre le Président de la République, les ministres et les dirigeants d'entreprises, étrangères et françaises, pour échanger sur leurs projets d'implantation dans l'Hexagone* »³⁴. Ainsi, ce grand rassemblement permet au gouvernement français de « vendre » l'image de marque de la France et de développer une stratégie d'influence auprès des grands acteurs économiques. Force est de constater que ce rendez-vous annuel est un succès pour le Président de la République. Choose France a été une arme redoutable pour la France afin de profiter des conséquences du Brexit et des transferts des bureaux et sièges sociaux de la City à Londres.

La marque « France » dispose

Afin de relancer la compétitivité, **l'enjeu pour nos gouvernants sera de relancer l'attractivité de la France sur une volonté de montée en gamme de ses produits.** Ré-utiliser l'image de marque du « Fabriquer en France » gage de produit de qualité, et, plébisciter le mode de « vie à la française ».

³⁴ Choose France. (s. d.). elysee.fr. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/choose-france>

LES ACTIONS POSSIBLES POUR REDEVENIR COMPETITIF

DES PREMIERES INITIATIVES A ENCOURAGER

LE PACTE DE RESPONSABILITE ET DE SOLIDARITE

Il semblerait que la baisse de charges sociales prévue par le pacte de responsabilité et de solidarité annoncé par François Hollande à la fin de l'année 2013 ait pu contribuer à stabiliser les parts de marchés des entreprises à l'étranger. Si d'autres facteurs sont très probablement entrés en considération, il est utile de rappeler ce dispositif en ce qu'il a indéniablement permis d'augmenter les marges des entreprises.

Le Pacte de responsabilité et de solidarité avait plusieurs objectifs :

- Stimuler la croissance économique en réduisant les coûts de production des entreprises ;
- Créer de l'emploi en incitant les entreprises à embaucher ;
- Améliorer le pouvoir d'achat des ménages en baissant les impôts.

Ces objectifs devaient dynamiser l'activité économique de la France. La mise en œuvre du Pacte visait, en effet, à créer plus de richesse. Avec le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), lancé en 2013, il devait favoriser la création de près de 500 000 emplois dans les années à venir.

Pour rappel, les principales mesures instaurées pour les entreprises sont :

- La baisse du coût du travail. La baisse du coût du travail devait permettre aux entreprises françaises d'améliorer leur compétitivité. Elle porte à la fois sur les emplois les moins qualifiés, pour répondre à l'urgence de créer des emplois, et sur les emplois qualifiés, pour renforcer la compétitivité et permettre aux entreprises d'exporter davantage. Le Pacte s'inscrit dans la continuité de la politique menée

par le gouvernement de l'époque (notamment avec l'application du CICE un an plus tôt) ;

- La réduction des impôts sur les entreprises. Cette baisse du coût du travail est complétée par une baisse de la fiscalité des entreprises : par la suppression sur trois ans de la contribution sociale des sociétés (C3S), qui concernera dès 2015 près de 200 000 entreprises, et par la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés, de 33 % aujourd'hui à 28 % en 2020. C'est un levier supplémentaire pour stimuler la croissance ;
- La simplification des procédures : le gouvernement a souhaité simplifier les formalités administratives pour faciliter la vie des acteurs économiques. La procédure de création d'entreprise a ainsi été simplifiée.

Si l'effet positif de ces mesures pour les entreprises françaises est indéniable, ses effets sur la compétitivité sont probablement plus mesurés. Face à une baisse de charges sociales, une entreprise peut utiliser ces capacités supplémentaires en augmentant ses marges, en baissant ses prix, en augmentant les salaires, en augmentant les dépenses d'investissement, etc. Ainsi, il est très probable que ces baisses de charges se soient réparties parmi tous ces possibilités.

Les études qui ont été successivement préparées sur l'impact du CICE et des autres mesures du pacte de responsabilité pour les entreprises soulignent des points positifs notamment sur la baisse du coût du travail pour les entreprises (le comité de suivi du CICE indique dans son rapport de 2018 que ces mesures auraient permis de créer environ 100 000 emplois³⁵) et la relance de l'investissement dans certains secteurs. Concernant l'amélioration de la compétitivité, les effets de ces mesures ont été décevantes malgré de légère avancée dans certains domaines.

Cependant, si certaines entreprises ont pu investir et/ou embaucher, les résultats en termes de croissance et d'emploi ont été moins importants que ceux escomptés. En effet, il est toujours difficile de s'assurer le lien de

³⁵ Comité de suivi du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, *Rapport 2018, France Stratégie, Octobre 2018* ;

causalité entre la baisse des cotisations et la création d'emploi. En d'autres termes, le comité de suivi du CICE a eu raison d'utiliser le conditionnel pour avancer le chiffre de 100 000 emplois créés. D'autre part, l'objectif de relancer la croissance économique a été rempli que très partiellement à raison d'une reprise timide des années 2014 - 2016. Enfin, cette réforme novatrice est finalement très critiquée en raison des abus du dispositif qui a permis à certaines entreprises (notamment les plus importantes) d'augmenter leurs marges sans créer de nouvelles embauches au détriment des finances publiques (manque à gagner).

En soit, l'impact des mesures prises dans le cadre du pacte de responsabilité est positif mais semble avoir moins concerné la compétitivité des entreprises françaises que l'emploi.

LA LOI « COMPETITIVITE DE LA « FERME FRANCE »

Le 23 mai 2023 le Sénat adopte, en première lecture, une proposition de loi appelée "Compétitivité de la Ferme France". Cette loi a pour ambition de répondre à la gronde des agriculteurs en assouplissant les contraintes qui pèsent sur leurs activités et d'accompagner l'écosystème agricole dans ses transitions présentes et futures. Elle modifie notamment la réglementation sur les pesticides sur plusieurs points. Cette loi veut donner un nouveau souffle à l'industrie agricole en renforçant la compétitivité du secteur en diminuant les contraintes juridiques et en favorisant l'investissement.

Dans le secteur agricole, la France paie son positionnement premium³⁶. Nous avons favorisé le développement d'une industrie de qualité au détriment d'une compétitivité des prix. En effet, depuis quelques années, la France a acquis une réputation de sur-réglementation et intègre les directives européennes agricoles de manière beaucoup plus strictes que ses voisins ce qui accentue le déclin de ce secteur et constitue par essence une

³⁶ Cougard, M. (2019, 5 juillet). *Agroalimentaire : la France perd la main en Europe*. Les Echos. <https://www.lesechos.fr/industrie-services/conso-distribution/agroalimentaire-la-france-perd-la-main-en-europe-1035838>

concurrence déloyale intra-européenne. Il y a eu une volonté de nos dirigeants d'adapter l'industrie agricole aux attentes des consommateurs dans les décennies à venir. Cette politique s'inscrit dans les logiques d'une activité durable pour l'environnement, l'animal et une consommation responsable. Cependant, mal expliquées aux acteurs du secteur, appliquées trop rapidement, et sanctionnées trop sévèrement, le monde agricole français s'est retrouvé dans une situation précaire.

Pour donner suite aux recommandations législatives de la mission d'information sur la compétitivité de la Ferme France (septembre 2022), les parlementaires ont souhaité répondre positivement à certaines demandes des syndicats agricoles en proposant dans cette loi³⁷ :

- Un allègement des contraintes réglementations. Comme évoqué plus haut, les objectifs de production de qualité et responsable obligent les agriculteurs à se conformer à des normes de plus en plus nombreuses (françaises et européennes). Les démarches réglementaires sont (comme trop souvent en France) trop nombreuses et trop lourdes. Ainsi, cette proposition de loi veut réduire les démarches administratives, offrir un assouplissement de certaines règles concernant l'utilisation des pesticides et améliorer la gestion de l'eau en simplifiant les procédures pour l'irrigation. Ces modifications sont ajoutées à cette proposition de loi afin de favoriser un choc de l'attractivité de l'industrie agricole française.
- Un renforcement de la compétitivité de l'industrie agricole en maîtrisant les charges sociales et en favorisant la promotion des produits locaux en encourageant à la consommation française.
- Un soutien à l'investissement par la création d'un fonds spéciale pour soutenir les investissements agricoles en difficulté, et, une adaptation progressive aux enjeux environnementaux en accentuant les innovations dans le secteur agricole.

³⁷ Proposition de loi pour un choc de compétitivité en faveur de la ferme France. (s. d.). Sénat. <https://www.senat.fr/travaux-parlementaires/textes-legislatifs/la-loi-en-clair/proposition-de-loi-pour-un-choc-de-competitivite-en-faveur-de-la-ferme-france.html>

La proposition de loi vise à soutenir la compétitivité et la résilience de l'agriculture française et à préparer au mieux le défi du renouvellement et de transmission aux générations futures et de l'attractivité des métiers agricoles³⁸. Dans un premier temps, **les sénateurs souhaitent reconnaître la « souveraineté alimentaire » comme « intérêt fondamental de la Nation », et, protéger davantage les agriculteurs français face aux distorsions de concurrence.** Cette dernière disposition revient à instaurer une sorte de protection à la libre concurrence au sein de l'Union européenne mais surtout avec le reste du monde en remettant à l'agenda du Gouvernement les clauses « miroirs » pour interdire les produits importés ne respectant pas nos standards. Par ailleurs, la volonté législative est de modérer les charges des agriculteurs pour que leur revenu ne soit plus la variable d'ajustement de la compétitivité avec une indexation sur l'inflation, un taux de TVA intermédiaire ou une extension de l'exonération sociale sur certaines exploitations.

L'ensemble de ces dispositions promettent de rendre l'agriculture française plus compétitive face à la concurrence internationale. Cette proposition de loi adoptée par le Sénat, doit maintenant être examinée par une Assemblée nationale entièrement renouvelée mais aussi historiquement divisée. Les débats parlementaires pourraient amener des modifications au texte initial.

LE RAPPORT DRAGHI

Le rapport de Mario Draghi « The future of European competitiveness »³⁹ publié en septembre 2024 et commandé par la Commission Européenne afin d'agir avec des propositions concrètes sur la compétitivité des acteurs économiques de l'union européenne. Ainsi, le rapport établit une conclusion : l'Europe est en perte de vitesse par rapport aux autres puissances. L'ancien président de la Banque Centrale Européenne démontre

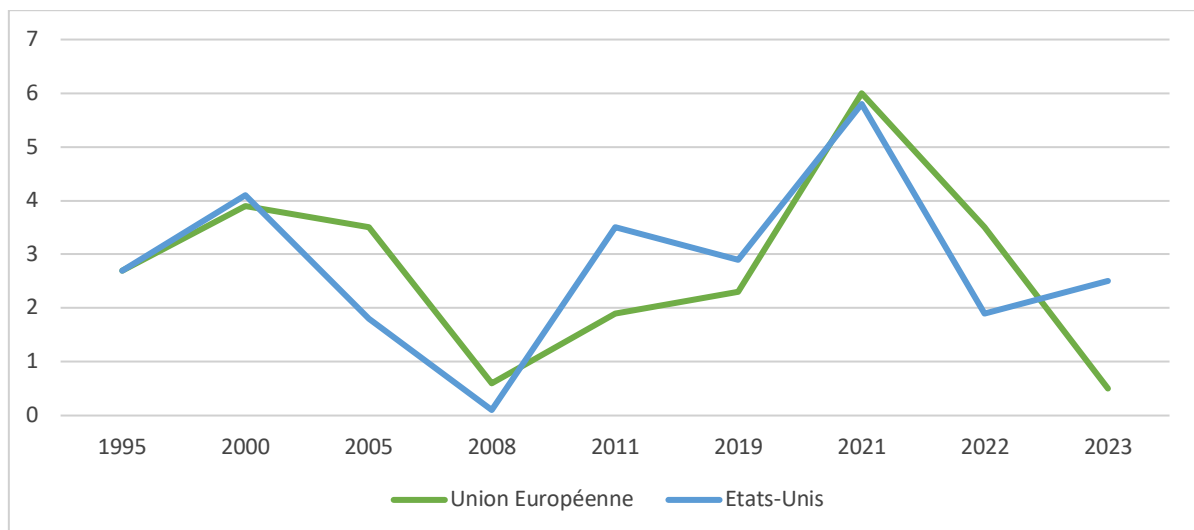
³⁸ Proposition de loi pour un choc de compétitivité en faveur de la ferme France. (s. d.). Sénat. <https://www.senat.fr/travaux-parlementaires/textes-legislatifs/la-loi-en-clair/proposition-de-loi-pour-un-choc-de-competitivite-en-faveur-de-la-ferme-france.html>

³⁹ The future of European competitiveness – A competitiveness strategy for Europe | European Commission. (s. d.). European Commission. https://commission.europa.eu/document/97e481fd-2dc3-412d-be4c-f152a8232961_en

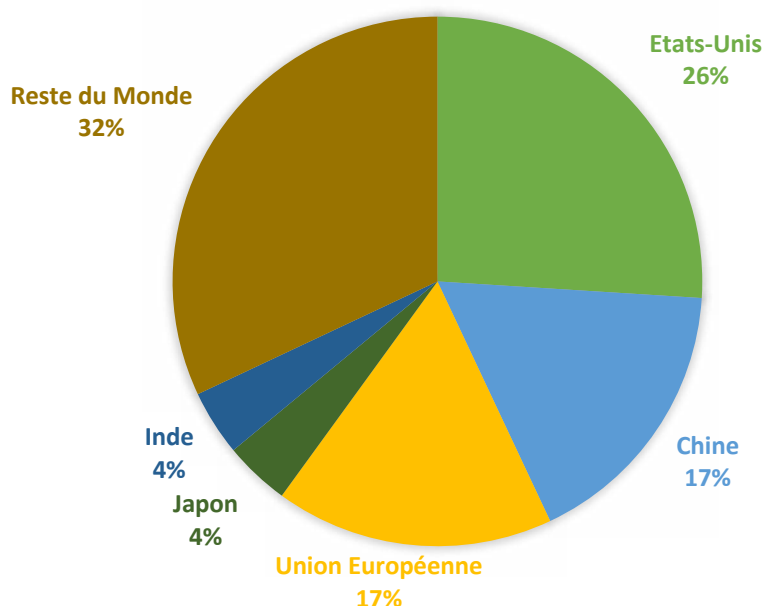
que le recul de la compétitivité et le manque d'investissement dans certains secteurs stratégiques sont l'une des causes principales du déclin des économies européennes sur la scène internationale.

Les données disponibles sur ce point démontrent effectivement une croissance de Produit Intérieur Brut (PIB) depuis 2021 en déclin constant de l'UE. Plusieurs facteurs (conjecturels et structurels) expliquent largement les difficultés du continent européen. En effet, la vigueur de la consommation traditionnellement très forte aux USA, le dynamisme de sa population, l'existence d'un marché intérieur intégré, la flexibilité de sa réglementation du travail et de sa fiscalité moins punitive sont d'autant d'avantages concurrentiels que l'UE doit compenser.

Comparatif de la croissance (en %) du PIB entre l'UE et les USA⁴⁰



⁴⁰ World Bank Open Data. (s. d.). World Bank Open Data. https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?contextual=default&end=2023&locations=US-EU&name_desc=false&start=1992&view=chart

Part du PIB mondial (en %) en 2023⁴¹

Les propositions de Mario Draghi

Le rapport axe ses 170 propositions autour de trois leviers : **la recherche et le développement** (notamment dans les nouvelles technologies) ; **l'investissement dans la décarbonation** et **le renforcement de l'indépendance d'approvisionnement du marché européen**. Ces trois leviers doivent répondre à aux défis suivants : faire de l'espace européen un territoire d'innovation capable de rivaliser avec les USA et la Chine ; l'élaboration d'un plan de compétitivité à l'échelle européenne et réduire les dépendances de l'UE dans des secteurs stratégiques.

Le rapport distingue les secteurs dans lesquels des investissements majeurs sont à entreprendre pour redynamiser l'attractivité du territoire européen : l'approvisionnement en énergie ; la digitalisation ; la simplification

⁴¹ The future of European competitiveness – A competitiveness strategy for Europe | European Commission. (s. d.). European Commission. https://commission.europa.eu/document/97e481fd-2dc3-412d-be4c-f152a8232961_en

administrative ; les transports ; les infrastructures et les industries responsables. Concernant la compétitivité, des secteurs historiques sont prioritaires : les technologies de pointe ; l'industrie automobile ; l'industrie pharmaceutique et la défense.

L'objectif des propositions Draghi est d'accroître l'innovation en doublant le budget R&D dans les innovations de rupture. Le rédacteur souhaite également que l'UE favorise le développement de l'intelligence artificiel. Secteur où les Américains ont une avance considérable. Dans le secteur énergétique, l'analyse démontre qu'il est nécessaire de réformer le marché de l'électricité afin d'accélérer la transition énergétique du continent.

Concernant les politiques économiques, Mario Draghi semble **rejeter la stimulation des exportations par une dévaluation interne des salaires et du coût du travail**. Ce discours est politiquement très sensible au sein des institutions européennes étant le modèle en Allemagne et en Espagne.

Un rapport trop unioniste ?

Ce rapport analyse la compétitivité de l'Union Européenne. C'est une vision intéressante mais politiquement très discutable pour plusieurs raisons. Tout d'abord, si la comparaison entre les USA et la Chine est pertinente, le rapport présente des données européennes comme si elles étaient le reflet d'une zone intégrée, harmonisée voire fédéralisée. **La libre concurrence interne au sein des pays membres, les droits de douanes, sont autant d'éléments qui fausse l'analyse avec les deux grands autres marchés, les USA et la Chine sont quant à eux des espaces économiques unis**. Le marché européen ne repose pas non plus sur un système fédéralisé à l'américaine et n'est pas non plus un pays unitaire comme la Chine. Les données utilisées dans le rapport de Mario Draghi sont des chiffres d'une vingtaine de pays, économiquement, politiquement et socialement très différents. L'UE exerce et accentue une concurrence interne dans l'union qu'aucun autre marché dans le monde ne s'impose. Les unités de production historiques sont différentes, les politiques de subventions, d'aides, de redistribution, de

patriotisme économique et de flexibilité du marché du travail sont variables. Les règles fiscales s'imposant aux particuliers et entreprises ne sont pas harmonisées. L'interventionnisme public dans l'économie est omniprésent dans certains pays et inexistant dans d'autre pays membres.

Ces leviers sont autant d'éléments déterminants de la compétitivité et de l'attractivité d'un marché qui s'opposent à l'usage de données unifiées.

Le point intéressant est l'impact politique de ce rapport. Il oriente une vision européanisée d'une compétitivité puissante capable de rivaliser avec les USA et la Chine. L'analyse démontre que la balance des forces entre les économies européennes, américaines et chinoises est quasiment à l'équilibre mais souligne la perte de vitesse de l'espace européen. Les propositions faites par Mario Draghi sont pertinentes mais très utopiques dans le fonctionnement actuel de l'Union Européenne. Le rapport offre la possibilité au lecteur de s'interroger sur l'intégration européenne. Les propositions du rapport ne peuvent être mise en application qu'avec une intégration plus importante des états vers un fédéralisme à l'américaine. En effet, aucune harmonisation des politiques économiques n'est tolérée par les traités en vigueur. A noter, par exemple, que l'article 153 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne interdit toute forme d'harmonisation législatives et réglementaires⁴². Cette évolution vers un système fédéraliste ne sera possible qu'en modifiant les traités. Or, avec des partis eurosceptiques de plus en plus important au sein des institutions de l'UE, il paraît peu probable que cette nouvelle intégration vers une véritable union aboutisse.

⁴² Cadre, A. F. L. (2018, 18 avril). *Les traités européens interdisent-ils vraiment l'harmonisation sociale ?* Le Monde.fr. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/04/18/les-traites-europeens-interdisent-ils-vraiment-l-harmonisation-sociale_5287194_4355770.html#:~:text=Il%20est%20vrai%20que%20l,et%20r%C3%A9glementaires%20des%20Etats%20membres%20%C2%BB.

POUR UN CHOC DE COMPETITIVITE...

Le haut niveau d'endettement de la France et la concurrence internationale ne rendent pas aisée la mise en place de mesures pour renforcer la compétitivité des entreprises françaises face à leurs concurrentes. En outre, les futures décisions du gouvernement visant à relancer l'économie française risquent de rendre plus difficile la mise en place de certaines mesures pour stimuler les exportations (notamment certaines baisses ou hausses d'impôts ou de charges sociales), voire de remettre en cause le modèle économique exportateur de certains secteurs d'activité.

En conséquence, l'application d'une seule mesure ou d'un seul groupe de mesures n'est probablement pas adéquate dans ce contexte et pourrait s'avérer contreproductive. Il nous semble que plusieurs des ajustements ci-après pourraient être effectués.

Proposition n°1 : Les baisses de charges sociales doivent se poursuivre et viser les secteurs les plus exposés à la concurrence internationale.

Dans le secteur industriel, les exportations françaises concernent en grande partie des produits à forte valeur ajoutée basés sur des technologies avancées et un savoir-faire très développé. Le haut niveau de formation de la main d'œuvre induit implique donc des salaires plus élevés. L'allègement de charges sociales entamé avec le pacte de responsabilité doit être généralisé à tous les niveaux de salaires et en particulier au niveau des salaires intermédiaires. L'idée derrière ces allègements de charges est une réduction globale des prélèvements obligatoires pesant sur les moyens de production. En effet, le coût horaire de la main-d'œuvre en France s'élève à 43€ en France. En moyenne, le coût horaire de la main-d'œuvre au 3ème trimestre 2023 s'inscrit à 38,4€ pour l'ensemble de la zone euro dans l'industrie. La France est, selon le rapport de Rexecode publié en janvier 2024⁴³, le cinquième pays de la zone euro en termes de coût du travail.

⁴³ Les coûts de la main-d'œuvre dans l'Union européenne au 3ème trimestre 2023. (s.d.). <http://www.rexecode.fr/public/Indicateurs-et-Graphiques/Competitivite-l-observatoire/Indicateurs-du-cout-de-l-heure-de-travail-en-Europe/Les-couts-de-la-main-d-oeuvre-dans-l-Union-europeenne-au-3eme-trimestre-2023>.

D'après ce rapport « Les charges et taxes sur les salaires en France, sont les plus élevées des pays de la zone euro, et représentent le pourcentage de salaire brut de plus élevé (46%) ». Depuis 2012 et la publication du Gallois intitulé "Pacte pour la compétitivité de l'industrie française", l'accent a été mis sur la réduction des coûts du travail.

Proposition n°2 : Supprimer les impôts de production, à savoir notamment la Cotisation foncière des entreprises (CFE), la Contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S), la taxe sur le foncier bâti ou encore la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

Ils pèsent lourd dans la valeur ajoutée industrielle française. Ces dernières ne grèvent pas le profit d'une entreprise, mais frappent indifféremment avant même que l'entreprise gagne de l'argent. Ces dernières alimentent les trésoreries des collectivités et sont contreproductives à la volonté de l'Etat de promouvoir des entreprises compétitives.

Proposition n°3 : Investir dans la R&D

Dans une économie développée dont les entreprises exportent des produits à forte valeur ajoutée, la R&D et la formation professionnelle devraient faire l'objet de plus de considération⁴⁴. Le soutien à la R&D doit être renforcé dans la mesure où il demeure encore trop faible par rapport à la moyenne européenne. Ce soutien peut passer par des financements publics directs (plan France 2030) mais l'incitation fiscale est probablement plus efficace et moins coûteuse pour le Trésor Public. **Outre les aides financières, le soutien à la R&D doit se traduire par un renforcement de la protection et du développement des brevets ainsi que par une conditionnalité systématique de certains investissements étrangers à des transferts de technologie.** L'outil industriel commence par la protection des savoir-faire et le renforcement des capacités technologiques. La formation professionnelle constitue selon nous un levier de compétitivité aussi important que les investissements financiers en R&D en ce sens qu'elle est un vecteur d'amélioration de la qualité de nos produits sans engendrer des

⁴⁴ <https://www.focusrh.com/formation/formation-professionnelle/la-formation-professionnelle-est-indispensable-pour-gagner-en-competitivite-29478.html>

coûts trop importants pour les entreprises. Il est encore trop tôt pour juger de l'impact des dernières réformes de la formation professionnelle sur la compétitivité des entreprises françaises mais il pourrait être envisagé à l'avenir d'orienter de futures réformes de la formation professionnelle plus particulièrement sur les gains de compétitivité pour les entreprises. En prenant exemple de notre voisin d'outre-Rhin, nous devons accentuer les formations professionnelles qui sont devenues une des clés de réussite des industries allemandes. D'autre part, nous sommes d'avis de reprendre une proposition du rapport Gallois et d'encourager **le développement des réseaux entre l'enseignement professionnel et les entreprises**. En somme, accentuer la présence des entreprises dans les établissements d'enseignement technique et professionnel. **Une réflexion devrait également être menée sur l'adéquation entre les offres de formation professionnelle et les sources de compétitivité**. En effet, de nombreuses entreprises industrielles peinent à recruter en France de la main d'œuvre qualifiée susceptible d'apporter une valeur ajoutée à leur production. Cela devrait conduire les institutions à soutenir davantage le secteur industriel qui exporte, par rapport aux secteurs de services déjà très largement développés en France. Le rapport Gallois pointait cette lacune dès 2012.

Proposition n°4 : Accélérer la simplification des démarches administratives

Initiée dans les années 2010, la France a entrepris des réformes de simplification des démarches administratives, en particulier celles liées à la création et à la gestion d'entreprises concernant la dématérialisation des procédures, la réduction du nombre de formalités et la mise en place de guichets uniques ont considérablement amélioré le climat des affaires. Ces mesures ont été positives et bien accueillies par les acteurs économiques et les investisseurs et ont favorisé les créations d'entreprises et une simplification salubre du quotidien des entrepreneurs. Toutefois, les défis persistent pour renforcer l'attractivité du territoire national. La complexité administrative demeure dans certains domaines, et la digitalisation des services publics, bien qu'avancée, nécessite d'être approfondie et développée à l'ensemble des secteurs. Les investissements étrangers sont

en attentes d'une nouvelle démarche de simplification de nos procédures administratives, notamment en réduisant les délais de traitement des dossiers et en améliorant la prévisibilité du cadre réglementaire. Cette simplification administrative profonde est attendue par les entreprises, les investisseurs mais aussi par les consommateurs et les particuliers.

Proposition n°5 : Définir une stratégie nationale de marketing sur la marque « Fabriqué en France ».

La France est reconnue être une terre de savoir-faire et de créativité et notre ce qui nous donne un potentiel : la montée en gamme de ses produits. Il convient de mettre en place une spécialisation assumée du pays sur une orientation « haut de gamme ». En misant sur une stratégie de compétitivité "hors-prix", notre pays peut renforcer son attractivité à l'international et regagner des parts de marché. En effet, en misant sur l'image et la réputation de la France, synonymes d'excellence, de qualité et de savoir-vivre « à la française », nos entreprises peuvent se différencier et conquérir de nouveaux marchés. À l'image de **Choose France**, qui met en lumière les atouts de notre pays pour attirer les investissements étrangers. Cette politique doit devenir une stratégie nationale défendue par tous pour valoriser nos produits et nos marques à l'international. Cette stratégie créera de l'emploi en France, mais aussi de consolider notre position de leader dans certains secteurs clés (luxe, aéronautique...) et de retrouver un rôle leader dans certains domaines (agriculture, technologie et énergie...). Cette orientation « premium » doit être réfléchie et construite avec les acteurs économiques pour assurer la montée en gamme dans chaque secteur. D'autre part, certains secteurs essentiels à la souveraineté nationale mais qui ne peuvent s'inscrire dans cette montée en gamme devront faire bénéficiaire prioritairement de la solidarité nationale (financière et sociale), à l'image du secteur agricole dont les sénateurs veulent reconnaître comme intérêt fondamental de la Nation dans une proposition de loi⁴⁵.

⁴⁵ Proposition de loi pour un choc de compétitivité en faveur de la ferme France. (s. d.). Sént. <https://www.senat.fr/travaux-parlementaires/textes-legislatifs/la-loi-en-clair/proposition-de-loi-pour-un-choc-de-competitivite-en-faveur-de-la-ferme-france.html>

...PERMETTANT DE RESORBER LES FRACTURES TERRITORIALES

Un choc de compétitivité visant à relancer les secteurs industriel et agricole est essentiel pour revitaliser les territoires ruraux et périphériques en France, où se concentrent la majorité de ces activités productives. **Selon l'INSEE, en 2021, environ 60% des usines françaises sont implantées dans ces zones, tout comme 100% des exploitations agricoles.** Or, ces territoires ont été les grands perdants des dynamiques économiques récentes : métropolisation, désindustrialisation et désertification des services publics. **Renforcer la compétitivité de ces acteurs par des mesures ciblées (baisse des charges, simplification administrative, soutien à l'investissement) est donc un levier direct pour redonner souffle à ces zones délaissées.**

Un tel choc aurait **un effet d'entraînement puissant sur les économies locales.** En consolidant les industries et exploitations agricoles, on soutient non seulement l'emploi direct, mais aussi toute une chaîne de sous-traitants, prestataires et commerces de proximité. Cela contribue à fixer les populations, à maintenir des services essentiels et à recréer de la vitalité sociale dans des zones souvent perçues comme abandonnées. Par ailleurs, les secteurs agricole et agroalimentaire demeurent stratégiques pour assurer la souveraineté alimentaire et la relocalisation des productions.

Enfin, relancer ces secteurs dans les territoires ruraux s'inscrit pleinement dans une **logique de rééquilibrage territorial et de transition écologique.** Ces espaces sont au cœur de la solution pour bâtir une économie circulaire, comme cela a été précédemment mentionné : production locale, circuits courts, valorisation de la biomasse, énergies renouvelables. Soutenir leur compétitivité, c'est investir dans l'avenir tout en réparant les fractures territoriales qui minent la cohésion du pays. **Le choc de compétitivité devient alors un outil d'aménagement du territoire à part entière,** permettant de réancrer l'activité économique là où elle peut irriguer le plus largement la société.

CONCLUSION

La compétitivité française s'est légèrement améliorée ces dernières années, mais des défis importants subsistent. Pour renforcer sa compétitivité à long terme, la France doit poursuivre ses efforts de réforme, notamment en matière de marché du travail, de fiscalité et d'innovation. Elle doit également s'adapter aux mutations de l'économie mondiale, en particulier à la transition énergétique et à la digitalisation. **La France ne doit pas laisser tomber « Choose France » pour définir une politique de soft-power basée sur son image de savoir-faire, de mode de vie à la française et de produit de qualité.** Une stratégie nationale doit s'investir autour du « Fabriquer en France » et changer les esprits sur nos entreprises tricolores qui exportent.

Dans le présent rapport, nous constatons que les ralentissements économiques, les rigidités structurelles (marché du travail, fiscalité, procédures administratives...) et la balance commerciale fortement défavorable, ne fragilisent pas les atouts de la France. Ces derniers permettent à notre nation de conserver sa place parmi les grandes nations exportatrices.

Dans une déclaration de Nicolas Sarkozy concernant les priorités en matière de politique économique et européenne en faveur de la croissance économique et du plein emploi, à Jouy-en-Josas le 30 août 2007, l'ancien président indiquait : « (...) *Il n'y a pas de dynamisme économique, il n'y a pas de croissance qui ne trouve son origine dans les mentalités, dans les valeurs, dans les croyances. Nos blocages sont d'abord dans les têtes. Ils sont dans les préjugés, dans les a priori, dans le manque d'audace et, pardon du mot, dans le manque de courage d'une partie des élites françaises (...)* »⁴⁶.

⁴⁶ Elysée. (2007, août 30). Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les priorités en matière de politique économique et européenne en faveur de la croissance économique et du plein emploi, à Jouy-en-Josas le 30 août 2007. [elysee.fr. https://www.elysee.fr/nicolas-sarkozy/2007/08/30/declaration-de-m-nicolas-sarkozy-president-de-la-republique-sur-les-priorites-en-matiere-de-politique-economique-et-europeenne-en-faveur-de-la-croissance-economique-et-du-plein-emploi-a-jouy-en-josas-le-30-aout-2007](https://www.elysee.fr/nicolas-sarkozy/2007/08/30/declaration-de-m-nicolas-sarkozy-president-de-la-republique-sur-les-priorites-en-matiere-de-politique-economique-et-europeenne-en-faveur-de-la-croissance-economique-et-du-plein-emploi-a-jouy-en-josas-le-30-aout-2007)

Ainsi, la France doit se réinventer, faire de ses difficultés des atouts. Nos élites ont réussi à améliorer légèrement notre compétitivité prix mais ont négligé la compétitive hors-prix qui est pourtant notre moteur. En effet, les groupes français à l'international se positionnent tous en acteurs de qualité répondant aux exigences du savoir-faire français. Il n'est pas étonnant que des secteurs haut de gamme comme le luxe, le spiritueux ou encore les hautes technologies comme l'aéronautique, le spatial ou la défense soient nos principaux moteurs des exportations.

Notre pays doit assumer son positionnement haut de gamme. Cela demande cependant une réorganisation structurelle, une adaptation de notre administration et une adhésion nationale à cette idée. Le tissu économique français se retrouvera dynamisé par un objectif concret, une croyance dans l'art de vivre à la française.

Si nos voisins européens nous ont souvent dépassé dans certains secteurs, notre pays peut tirer profit de leurs difficultés. Notre voisin d'outre-manche doit réinventer un modèle de croissance. Notre voisin d'outre-rhin est fragilisé depuis la crise énergétique et ses industries sont frileuses à l'égard de la déstabilisation des marchés mondiaux.

La France a su montrer une autre image grâce à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 qui a séduit les médias mondiaux. Lorsque nous nous en donnons les moyens, la France sait rassurer. Il est important que nos gouvernants utilisent ce nouveau souffle pour relancer la dynamique française et convaincre les investisseurs de choisir notre pays. Espérons que la crise politique qui secoue notre pays, n'entache pas notre réputation d'un pays politiquement stable grâce à nos institutions robustes.

Enfin, la France peut compter sur les avantages d'un autre levier important : l'Organisation de la francophonie. Selon les estimations de 2024, 321 millions de personnes sont francophones dans le monde (5^{ème} langue mondiale et

4^{ème} langue sur l'Internet)⁴⁷. Selon les données du site de l'Organisation de la francophonie, 88 états (représentant 17,5% de la population mondiale et 16,6% du PIB mondial) composent cette organisation qui promeut l'apprentissage et l'utilisation de la langue française à tous niveaux. Cette organisation représente un atout considérable pour la France sur la scène internationale. Selon une étude de l'organisation, en 2050, nous devrions compter près de 820 millions francophones dans le monde⁴⁸. En tant que langue officielle de nombreuses organisations (Jeux Olympiques, Eurovision...), le français offre à notre pays un levier diplomatique important. Cette organisation permet de renforcer nos relations avec les états membres et favorise les échanges culturels et économiques. La francophonie contribue également au rayonnement de la culture française à travers le monde, en soutenant la création artistique et littéraire, et en faisant connaître le patrimoine français. En somme, revenir à la promotion de « l'art de vivre à la française ».

Par **Guillaume Escalmel**, Analyste au Millénaire

Hugo Spring-Ragain, Expert des questions économiques au Millénaire

Crédit photo : [Freighters, Cargo Ships and Container Ships in Freeport \(Grand Bahama Island\) from the Royal Caribbean Grandeur of the Seas - Monday February 18th, 2019](#), de Corey Seeman, via Flickr, sous license CC BY-NC-SA 2.0

⁴⁷ Portail de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). (s. d.). Organisation Internationale de la Francophonie. <https://www.francophonie.org/>

⁴⁸ <https://information.tv5monde.com/international/la-francophonie-en-quelques-chiffres-pour-voir-le-monde-sous-un-autre-angle-36209>



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques. Il est composé d'une centaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire général : Clément PERRIN

Vice-présidents: Gilles BÖSINGER et Olivier BODO

Directeur des études : Matthieu HOCQUE

Directeurs adjoints des études: Pierre CLAIRE et Florian GERARD-MERCIER

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



***Mentions légales :** L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.*